I-14

ARJ-I-14

Ce que vous faites aux plus petits...

Ce que vous faites aux plus petits...

Dans beaucoup de pays du monde, des enfants souffrent de faim, de maladie ou de pauvreté; plusieurs doivent travailler pour assurer leur survie; beaucoup sont maltraités, battus, emprisonnés, exilés ou même assassinés. Toutes ces situations sont également tragiques et condamnables. Toutes exigent notre intervention.

Développement et Paix vous invite à poser un geste de solidarité dans une situation précise: celle des *enfants disparus d'Argentine* qui ont subi une répression des plus sauvages, en représailles contre leurs parents militants. Des grands-mères de ces enfants nous lancent aujourd'hui un appel pressant pour que nous les aidions à retrouver au plus tôt leurs petits-enfants dont elles sont sans nouvelles depuis des mois ou des années. Jusqu'à maintenant, il a été impossible de connaître avec certitude le sort de ces enfants arrêtés, kidnappés en même temps que leurs parents, ou nés en prison. Une pression internationale sur le gouvernement argentin s'impose donc.

En cette Année internationale de l'enfant et à l'approche de Noël, ce geste a une valeur symbolique de protestation pour tous les enfants lésés dans leurs droits fondamentaux. Au-delà du symbole, il y a cependant une solidarité réelle à construire: partager la peine, l'angoisse et le désespoir des familles éprouvées; leur apporter aussi le réconfort de notre amitié et de nos démarches en leur faveur; obtenir même la libération des enfants et leur retour dans leur famille; enfin, empêcher que d'autres enfants d'Argentine connaissent le même sort.

Le présent dossier vous fournit des moyens de participer pleinement, au cours des prochaines semaines, à ce mouvement international de solidarité. Il évoque aussi d'autres situations d'exploitation et d'oppression des enfants dans le monde.

Guide d'utilisation

Une action prioritaire

Par ce dossier, Développement et Paix veut susciter l'action aussi bien des individus que des groupes.

Action individuelle

- envoyer une carte de Noël à une grand-mère en Argentine;
- reproduire et diffuser le feuillet "Agissons!" auprès d'amis, de parents ou de compagnons de travail et les initier à poser le même geste;
- communiquer les informations du dossier dans votre région en rédigeant un communiqué de presse ou un article, en téléphonant à un journaliste ou en préparant vous-même une émission de radio ou de télévision;
- organiser une soirée publique, une assemblée de cuisine ou tout autre genre de réunion d'information et de discussion sur le dossier et l'action proposée.

Action de groupe

Quels groupes? Les clubs sociaux, groupes populaires, coopératives, syndicats, associations d'entraide, paroisses, garderies, clubs de l'Age d'or, milieux scolaires, associations féminines, équipes paroissiales et diocésaines, associations sportives, etc.

Quelle action?

- utiliser les informations du feuillet "Agissons!" pour rédiger un texte de prise de position que vous enverrez collectivement en Argentine;
- inviter d'autres groupes à le faire;
- accomplir aussi l'action individuelle car le fait qu'un groupe pose un geste de solidarité ne doit pas empêcher chaque membre d'accomplir aussi une action individuelle. Cela est nécessaire à l'efficacité de l'action.

Diffusion

Le dossier complet s'adresse aux animateurs, aux responsables de groupes et aux personnes-ressources. Sa diffusion sera donc limitée. Par contre, le feuillet "Agissons!" est destiné au plus large public possible. Plus il sera répandu, plus l'action aura de portée. Chacun peut donc le reproduire et le diffuser en quantité illimitée. On peut aussi se procurer des exemplaires additionnels du feuillet "Agissons!" à Développement et Paix.

Pour faire plus

Pour ceux qui désirent aller plus loin, le feuillet "Ressources" indique:

des sources complémentaires d'information (livres, revues, bulletins divers . . .),
des ressources d'animation (films, diaporamas . . .),
des groupes de solidarité et d'action.

Pourquoi l'Argentine

1 Parce que les grands-mères des enfants disparus dans ce pays vous ont lancé un appel.
2 Parce qu'il y règne une répression impitoyable.
3 Parce que l'Argentine occupe une position importante.
4 Parce qu'au Canada, cette situation est passée sous silence, en dépit des efforts de quelques groupes de solidarité pour la faire connaître.
5 Parce que l'Argentine a souvent été comparée au Canada en raison de sa situation sociale, politique et économique antérieure.
6 Parce que, dans un programme spécial du Canada pour accueillir cent réfugiés argentins, les démarches n'ont été complétées jusqu'ici dans deux cas seulement.
7 Parce que le Canada a des liens économiques et politiques avec ce pays qui engagent notre responsabilité de façon particulière.

Cet enfant argentin avait été kidnappé l'année dernière, en même temps que ses parents. L'enfant a été relâché, mais ses parents demeurent introuvables.

Cet enfant indien d'Amérique latine, chassé avec sa famille des hauts plateaux par la faim, est astreint à des conditions de travail qui lui dénient tous ses droits à un développement normal. (Photo: Misereor)

En 1975, les Angolais réfugiés dans les pays voisins ont pu retourner dans leur pays libéré. En route vers son village natal, cette jeune fille transporte sur sa tête tout ce qu'elle possède au monde. (Photo: HCR - 6361/S. Errington)

Les animateurs régionaux de Développement et Paix

Pour la région d'Ottawa:
Jean Lacoursière
95, avenue Parent, app. 2
Ottawa, Ontario
K1N 7B2
Tél.: (613) 238-5918

Pour l'Outaouais:
Michel Lacroix
111, rue Champlain
Hull, Québec
J8X 3R1
Tél.: (819) 776-2171

Pour Montréal et la région métropolitaine:
Marthe Lapierre-Ascencio
Jean-Guy Lewis
Michel Martineau
4635, ave. De Lorimier
Montréal, Québec
H2H 2B4
Tél.: (514) 527-2407

Pour la Mauricie et l'Estrie:
Georges Young
347, rue Laviolette
C.P. 1480
Trois-Rivières, Québec
G9A 5L6
Tél.: (819) 378-3583

Pour l'Est du Québec et le Saguenay-Lac St-Jean:
Maurice Lajoie
435, rue du Roi
Québec, Québec
G1K 2X1
Tél.: (418) 525-6187

Pour le Nord-Ouest du Québec et le Nord-Est de l'Ontario:
Jean-Guy Lacoursière
65, rue Jubilee est
Timmins, Ontario
P4N 5W4
Tél.: (705) 267-6224

Pour le Nouveau-Brunswick:
Gilles Halley
1170 Rough Water Drive
C.P. 85
Bathurst, N.B.
E2A 3Z1
Tél.: (506) 548-9623

Pour le Manitoba:
Raoul Ferraton
58 Lord ave.
St. Norbert, Manitoba
R3V 1G5
Tél.: (204) 269-1354

"Ce n'est certes pas le lieu ni l'heure de nous complaire à l'inaction pas plus que d'exprimer une vertueuse indignation. Il est plus que temps de prendre des responsabilités qui ne peuvent se traduire que par l'action."

William Brohier: *Quel monde laissons-nous à nos enfants?*, UNESCO, 1978.)

Ce que vous faites aux plus petits...

QUE SAVONS-NOUS D'EUX?

"Nous commettons certes bien des erreurs, bien des fautes, mais rien n'est pire que l'abandon des enfants, cette fontaine de vie. Les choses dont nous avons besoin peuvent attendre. L'enfant, lui, ne peut se le permettre. C'est maintenant que ses os se forment, que son sang se fait, que ses sens se développent. Nous n'avons pas le droit de lui dire "Demain". "Aujourd'hui" est son nom".

Gabriela Mistral, poétesse chilienne et Prix Nobel de la Littérature.

1979 — ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

Il y eut la décennie du développement, l'année internationale de la femme, l'année internationale anti-apartheid, l'année... Et maintenant, l'année de l'enfant. L'an prochain, ce sera quoi?

Certains tournent en ridicule cette "année internationale de...". A part les beaux discours et les grandes déclarations des institutions bien-pensantes, qu'ont apporté ces "années" à la vie concrète des gens?... l'illusion de s'être intéressé un moment à quelques malheureux et malheureuses et d'avoir accompli son devoir?

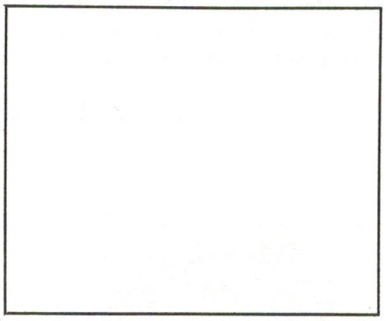
Si on regarde de près les expositions, publications, congrès, manifestations, etc. auxquels a donné lieu l'Année internationale de l'enfant, on y trouvera effectivement beaucoup de discours à l'eau de rose sur "l'enfant roi" ou sur "l'enfance heureuse" ou sur "la fleur de l'avenir".

Pourtant, l'Année internationale de l'enfant donne parfois naissance à des initiatives, des prises de conscience, des actions, des services qui ne disparaîtront pas avec la rosée du matin. Des engagements ont été pris qui ont changé quelque chose à la réalité des enfants et qui laisseront des marques définitives. Pour ceux-là, trop peu nombreux, bravo!

Développement et Paix apporte aussi sa contribution: un dossier sur les enfants du sous-développement; une invitation à l'action; des moyens concrets et précis d'engagements. Embarquez-vous?

Fidèle à ses objectifs propres et à sa jeune tradition, Développement et Paix veut apporter quelque chose d'original à l'Année internationale de l'enfant: découvrir les facteurs socio-économiques qui sont à la source des souffrances d'un grand nombre d'enfants, au Canada comme dans le Tiers Monde, et nous engager à les transformer.

KWEKU (9 ANS) ET L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT



"Ne prenez pas de photo de moi. Je ne veux pas que les Blancs me voient si sale". (Kweku, Ghana).

"Mon nom est Kweku. J'ai 9 ans. Les gens disent que je suis un petit garçon, mais je vis seul. Mon travail, c'est de vendre de la gomme à mâcher autour du Carrefour Orion aux heures de cinéma. Un tas de garçons et filles viennent acheter du "PK" avant d'aller au cinéma.

Je ne vais pas à l'école. Je n'y vais pas parce que je n'ai pas d'argent. Ma mère est morte à ma naissance. Personne ne connaît mon père. Une femme m'a nourri quand j'étais bébé maintenant je suis grand et je travaille.

Le monde est vraiment malade. Je voudrais pour 1979 qu'il n'y ait pas de guerre et qu'il ne naisse pas d'enfants comme moi. Je souffre énormément. Je manque de savon, de sucre et de tout. Je voudrais que 1979 nous apporte une maison et de l'eau à boire pour les gens du village".

Une situation partculière nous interpelle d'abord: les enfants disparus en Argentine (feuillet **"Agissons!"**). Mais ce cas particulier doit se comprendre sur le fond d'une situation générale que présente le feuillet que vous tenez entre les mains, **"Que savons-nous d'eux?"**, et le feuillet **"Les enfants du sous-développement"**. Celui-ci nous parle en particulier des enfants au travail, des enfants réfugiés, des enfants victimes de la répression; il montre aussi, à partir du cas des "bottle babies", comment les enfants sont un moyen de profits aux mains des maîtres de l'argent; il indique enfin comment les enfants représentent une richesse pour leur pays et comment ils contribuent positivement au développement de leur peuple. Nous voyons avec **"Canada: paradis des enfants?"** que le Tiers Monde n'est pas si loin qu'on pense. Et finalement, **"Dieu et l'enfant: deux naissances difficiles"** offre un regard de foi à ceux et celles qui veulent bien tendre une main ouverte aux enfants en cette Année internationale de l'enfant,... et pour toujours.

AU QUÉBEC, PLUS D'ENFANTS MEURENT D'ÊTRE BATTUS QUE DE MALADIES

Peut-on concevoir qu'au Québec, en 1979, les mauvais traitements infligés aux enfants causent plus de décès que les maladies infantiles?

"Chaque année, près de 3,000 cas d'enfants maltraités sont portés à l'attention des services compétents. Ce chiffre peut paraître considérable, mais on a des raisons de croire qu'il ne représente même pas le nombre réel des enfants victimes d'abus ou de négligence... Près de 4% de ces enfants meurent des mauvais traitements subis, et plus de 40% porteront toute leur vie les conséquences physiques ou psychologiques de ces abus". (Me Jacques Tellier, président du Comité pour la protection de la jeunesse, Journal de Montréal, 19/09/79).

Notre feuillet **"Canada: paradis des enfants?"** nous aide à comprendre pourquoi il en est ainsi.

SAVIEZ-VOUS QUE...

—L'Unicef estime à au moins 11 millions le nombre d'enfants dont la vue est menacée par carence de vitamine A. Chaque année, au Bengladesh, de 25,000 à 100,000 enfants deviennent aveugles pour cette raison. Pourtant, la guérison d'un enfant ne coûterait que $2. (W. Brohier, **Quel monde laissons-nous à nos enfants?)**

—Dans le Tiers Monde, sur 12 enfants qui naissent aujourd'hui, 2 mourront dès leurs premières années et 5 n'iront jamais à l'école. Tous connaîtront la maladie et la faim et souffriront toute leur vie de leurs séquelles. Seulement 2 recevront une formation leur permettant d'échapper à un travail de paria, au plus bas échelon de la pauvreté. (UNICEF, **Demain, il sera trop tard...).**

—Des 122 millions d'enfants nés l'an dernier, 12 millions seront morts avant la fin de l'Année de l'Enfant (O.M.S.).

—Une étude de l'UNICEF menée dans 8 pays en développement révèle que 90% de tous les décès d'enfants auraient pu être évités s'il y avait eu de l'eau salubre et de bonnes conditions d'hygiène (UNICEF. **Les enfants, l'eau et l'UNICEF).**

—Les interminables corvées de transport d'eau empêchent des millions d'enfants de fréquenter l'école.

—Au Brésil, 32,400,000 enfants de moins de 10 ans, surtout de familles à bas revenus, souffrent de maladies qui peuvent être mortelles.

—80% des 52 millions d'enfants au travail dans le monde ne reçoivent aucune rémunération (B.I.T.).

—Sur les 2 milliards d'habitants dans le Tiers Monde, 860 millions n'ont pas 15 ans (R. McNamara).

—La phase la plus critique pour les enfants, dans le Tiers Monde, est le passage de l'allaitement maternel à la nourriture des plus âgés, généralement épicée et insuffisante en vitamines, minéraux et protéines.

LES ENFANTS DE LA RUE

Personne ne sait exactement combien d'enfants vivent dans les rues des villes du Tiers Monde. Souvent sans famille ni ressources, ils sont parfois directement exploités par des adultes. Ils se débrouillent, grâce à leur détermination, dans des conditions où la plupart des enfants et même des adultes ne pourraient survivre. Leur solidarité est tout aussi étonnante.

JESUS ANTONIO PINELLA (10 ANS), BOGOTA

Né d'une famille très pauvre de 8 enfants, Jesus Antonio est parti pour se trouver seul de quoi manger. Il surveille des autos dans le centre-ville: "C'est difficile de vivre dans la rue, il n'y a pas de place pour se laver. Je n'aime pas demander de l'argent aux étrangers. Je dors avec mes amis dans la rue. J'ai froid la nuit et je tombe souvent malade. Quand je serai grand, je veux travailler comme chauffeur et aider ma mère". (1)

LES "PARKING BOYS"

A Nairobi, Kenya, 200 jeunes garçons (5 à 15 ans) tentent de survivre en gardant des voitures. Ils travaillent et vivent en bande. Leurs leaders voient à la sécurité et à la redistribution de l'argent et de la nourriture à tout le groupe. Proscrits partout, ils ont appris à ne faire confiance à personne s'ils voulaient se protéger. Leur santé est très mauvaise.

Photo: O.N.U.

Keshar, un jeune Indien de 9 ans, passe toutes ses journées à fouiller des tas de déchets pour y trouver des objets à revendre.

Un projet d'établissement de 10 centres est en marche pour soutenir leur réintégration sociale. Ceux qui les aident furent surpris, les sachant affamés, de les voir demander non pas d'abord de la nourriture et des vêtements mais la possibilité de s'instruire. (2).

LES PETITS CIREURS DE CHAUSSURES À QUITO

Quelqu'un a réalisé une entrevue dans la rue avec une bande de 15 gamins (8 à 15 ans), tous cireurs de chaussures. Il fut frappé par leur amitié basée déjà, non sur le jeu, mais sur le partage de la nourriture et des instruments de travail (brosses, cirage...).

Là-haut, dans un des salons invisibles du "Banco central", des hommes se posent des questions sur le plus grand profit à tirer des exportations des richesses (bananes, pétrole...) du pays. Au ras du sol, une poignée de petits misérables connaissent la seule réponse juste: le partage. (3)

LA PAUVRETÉ, CAUSE PREMIÈRE DES SOUFFRANCES DES ENFANTS

C'est la situation des enfants du Tiers Monde et des classes pauvres des pays développés qui révèle de la façon la plus crue les conséquences incalculables des inégalités sociales et économiques. La condition des parents se répercute directement et de façon amplifiée sur leurs enfants.

MARQUÉS DÈS AVANT LA NAISSANCE

En Bolivie, par exemple, 50% de la population la plus pauvre dispose de 1,356 calories par jour alors que la FAO a établi le minimum nécessaire à 2,550 calories/jour. En 1976, environ 70% des femmes enceintes, dans ce pays, souffraient un manque de fer. Il en résulte une malnutrition intra-utérine néfaste pour le foetus. Le degré de sous-alimentation de la mère a une influence sur le nombre de fausses couches, de naissances prématurées et de naissances d'enfants faibles ou handicapés (4).

Dans les pays sous-développés, de 20 à 30% des enfants naissent annuellement avec un poids inférieur à la normale (2% dans les pays riches). C'est dire que l'amélioration de la vie des enfants passe, de façon immédiate, par l'amélioration des conditions de vie des mères tant au niveau de leur alimentation que de leur travail.

LA MALNUTRITION INFANTILE ET SES SUITES

Dans les 18 pays les plus pauvres (revenu annuel par habitant inférieur à $300.), représentant 56% de la population du Tiers Monde, "de 26 à 54% des moins de 6 ans souffrent de malnutrition grave ou moyenne et presque tous sont plus ou moins atteints de troubles dûs à une malnutrition quelconque" (5). Dans plusieurs pays, la maladie et la mort visitent surtout les plus jeunes. Ceux qui survivent connaîtront aussi d'autres malheurs.

Selon des experts,

"Une sous-alimentation grave subie dans la première enfance peut... stopper le développement physique et intellectuel. Liée aux privations sociales inhérentes à la pauvreté, la sous-alimentation peut affaiblir la puissance du raisonnement, les capacités motrices et celles du langage, affecter le comportement social, déniant ainsi à des personnes le droit fondamental à la réalisation des potentialités transmises dans leurs gènes... les dommages peuvent être irréversibles (6).

Le Chili de Pinochet offre un triste exemple de ce qui précède. 40% des enfants y sont gravement malnourris et pourraient devenir des adultes déficients.

D'AUTRES FACTEURS

D'autres conséquences de la pauvreté s'ajoutent à la malnutrition. 81% des enfants du monde vivent dans les pays en développement, la plupart du temps dans des baraques, logis ou taudis insalubres, où l'eau potable manque souvent. Dans ces pays, 23% des citadins et 78% des gens des campagnes utilisent pour boire, manger ou se laver, de l'eau de mares stagnantes ou de cours d'eau pollués. C'est l'une des principales causes des maladies diarrhéiques (ex. le choléra), les plus meurtrières pour les enfants dénutris (7).

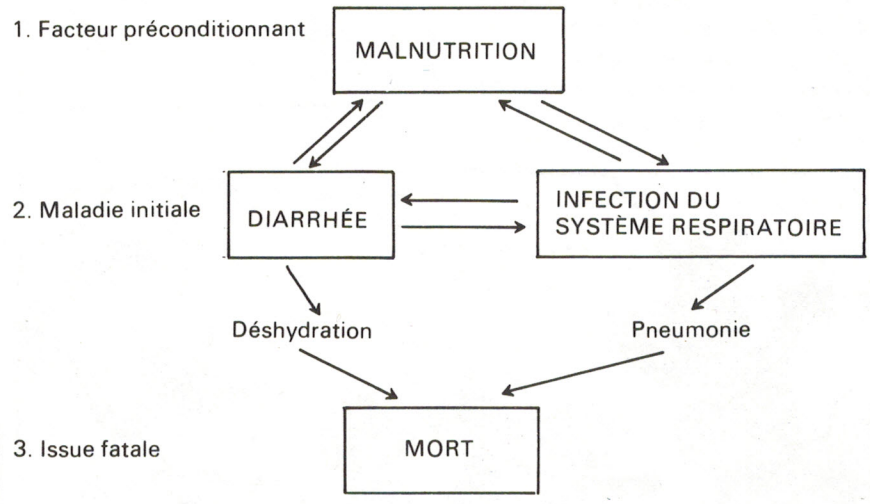
Dans le Tiers Monde, les enfants meurent selon l'enchaînement suivant: l'enfant malnourri fournit la précondition nécessaire à une infection ou à une diarrhée; l'interaction de ces trois facteurs aggrave l'état de l'enfant trop faible pour les combattre, jusqu'au point où il attrape une pneumonie ou se déshydrate pour ensuite mourir (8).

Cette année, six maladies (diphtérie, coqueluche, tétanos, rougeole, polyomyélite, tuberculose) vont à elles seules causer la mort de 5 millions d'enfants. Les diarrhées, en tueront tout autant. D'autres vivront estropiés ou handicapés. Des vaccins, coûtant $3. chacun, existent pour ces maladies maintenant disparues dans les pays développés. Selon l'UNICEF, $15 milliards suffiraient à pourvoir l'ensemble du Tiers Monde de services de santé de base (9), soit bien moins que les $400 milliards dépensés pour les armements dans la seule année 1978.

LES RACINES DE LA SANTÉ

Si nous remontons la filière "mort-maladie-malnutrition-pauvreté", nous serons d'accord avec l'affirmation de Marit Kromberg: **"... les conditions socio-économiques ont une influence beaucoup plus profonde sur la santé d'une population que les services de santé" (10).** Ces conditions se réflètent dans le travail et le revenu qu'il procure. Or, 300 millions de personnes sont frappées par le chômage et le sous-emploi dans les pays du Tiers Monde à économie de marché, soit 40% de leur population active. Et d'ici 20 ans, un milliard d'autres viendront réclamer l'emploi auquel elles ont droit pour faire vivre leur famille (11).

LE PROCESSUS HABITUEL SOUS-JACENT À LA MORTALITÉ INFANTILE



Source: "Who are dying in Java", **Info on Human Development,** juin 1978.

DES BANDES DESSINÉES AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON?

Qui oserait critiquer Donald le Canard ou Mickey la Souris? Ne font-ils pas partie de ces mondes merveilleux de la poésie et de l'imaginaire qui peuplent l'esprit des tout-petits alors qu'ils sont encore à l'abri des problèmes et des mesquineries des grands?

Pourtant, par ces petits personnages moins naïfs qu'il ne semble, s'expriment la politique du gouvernement de Washington et celle du grand commerce international. Il ne faut pas oublier qu'à l'occasion de la grande Guerre Mondiale, Walt Disney fut nommé par Nelson Rockefeller (alors coordonnateur des affaires latino-américaines au département d'Etat) "ambassadeur de bonne volonté" dans les pays d'Amérique du Sud. C'est à cette époque que furent produits plusieurs films animés et bandes dessinées de Walt Disney sur l'Amérique latine.

Pour ceux qui déjà crieraient au scandale parce que nous foulerions aux pieds l'auréole sacrée des bandes illustrées pour enfants, voyons ce que Mickey dit de sa mission politique et de celle de Walt Disney dans une interview imaginaire qu'il accorde à la revue "Réalités":

"Pendant la guerre, Walt et moi nous avons beaucoup travaillé pour l'armée, notamment pour l'aviation et la marine. Dans "La Victoire par les ailes", je participais à l'instruction des pilotes. Avec "Saludos Amigos", j'entrais dans la grande diplomatie. Il s'agissait d'éviter que l'Amérique latine ne se tourne vers l'Axe, en lui montrant que les Etats-Unis s'intéressaient à elle. On ne peut tout de même pas nous reprocher d'avoir aidé notre pays"! (12)

En 1971, paraît un livre au Chili pour mettre le gouvernement Allende en garde contre l'influence idéologique énorme des bandes dessinées de Walt Disney.(13) Au lendemain du coup d'Etat en septembre 1973, les militaires s'empressèrent d'en jeter 5000 exemplaires à la mer. Quant au gouvernement américain, il refuse obstinément de le laisser entrer aux Etats-Unis. L'édition anglaise, publiée à Londres, a été saisie dans le port de New-York.

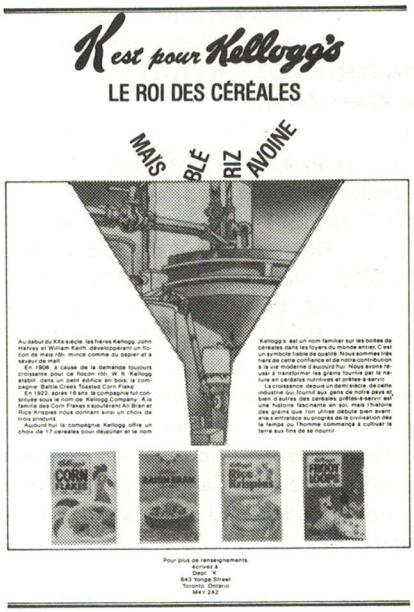
Sur les accointances de Walt Disney avec les milieux d'affaires et les différents secteurs du Gouvernement américain, on pourra lire R. Schickel, **The Disney Version (The life, times, art and commerce of Walt Disney),** N.Y., 1969.

LA TÉLÉVISION

> "Dans les sociétés capitalistes avancées dont nous faisons partie, les enfants ne sont qu'une matière première qui doit subir un long processus de transformation avant d'accéder au seul rôle reconnu, celui de producteur-consommateur".(14)

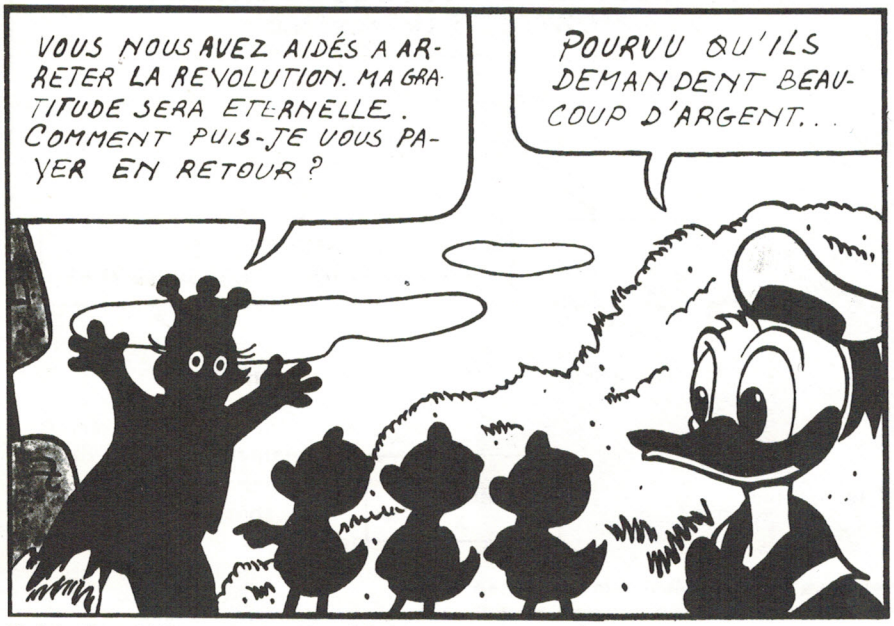
On peut estimer à 20,800 le nombre moyen de messages publicitaires qu'un enfant regarde par année. Et l'enfant n'est pas seulement "un acheteur potentiel": il sait bien comment faire acheter à ses parents...

La télévision produit une autre conséquence grave chez les enfants: elle brouille le contact avec le réel, visant à fabriquer des êtres standardisés, nourris par les images qu'elle présente et les désirs artificiels qu'elle lui propose.(15)



Voici une page typique de "Ressources 1979", une brochure publiée par l'ABC Éducatif de l'Industrie Canadienne Ltée, à l'intention des étudiants ontariens mais distribuée aussi dans les écoles du Québec. L'alphabet y est enseigné aux enfants d'une manière fort ingénieuse: A pour Agree, B pour Bata,... G pour Gillette (ou pour Gendarmerie Royale du Canada),... K pour Kellogg's ou Kraft, P pour Pepsi-Cola, W ou Welch...

Est-ce là un lessivage publicitaire du cerveau des enfants? ou initiation aux grandes valeurs de notre société? "Notre" école est-elle vraiment apolitique? Ah! oui, nous allions oublier! Dans le livret, on n'a rien trouvé pour X ou Z. Manque d'imagination ou simplement manque d'instruction? Xerox et Zest pourraient pourtant bien se payer ce "stunt" publicitaire...



Tiré de: Donald l'imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants.

RÉFÉRENCES

(1) **New Internationalist,** juin 1979.
(2) **Amecea Documentation Service,** n. 2, 1976.
(3) **BLI,** n. 39-40, 1978.
(4) **Centre d'information-Bolivie,** n. 269, janv.-fév. 1979, p. 76.
(5) **Courrier de l'Unesco,** janv. 1979.
(6) **Forum du Développement,** mars 1977, p. 5.
(7) F.J. Tomiche, "Interdit de sourire" dans **Afrique-Asie,** no. 194-195, 1979, p. 69.
(8) **Info on Human Development,** juin 1978, p. 17.
(9) "Interdit...", p. 70.
(10) **Forum du Développement,** juin 1978, p. 6.
(11) **Cérès,** mai-juin 1976, p. 20.
(12) A. Mattelard et A. Dorfman, **Donald l'imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants,** Paris, 1976, p. 15, note 13.
(13) Version espagnole de **Donald l'imposteur...**
(14) M. Tremblay, A. Frappier, **L'enfant, le dernier des opprimés,** Montréal, 1978.
(15) "Nos enfants, les futurs consommateurs" dans "Vie Ouvrière", dossier no. 137, 1979.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Montréal, 29 octobre 1979

Chères collaboratrices,
chers collaborateurs,

A l'occasion de l'Année internationale de l'enfant et dans le cadre de son programme d'éducation, le Secteur français de Développement et Paix est heureux de vous faire parvenir un dossier sur la situation d'un grand nombre d'enfants dans le Tiers Monde et au Canada.

Plus qu'une simple information, ce dossier vise à susciter une action concrète de solidarité. Le feuillet "AGISSONS!" (ci-inclus) nous invite à répondre à l'appel angoissé de grands-mères d'Argentine à la recherche de leurs petits-enfants disparus, victimes comme leurs parents de la dictature militaire qui impose la terreur dans ce pays.

Développement et Paix fait de leur cause l'objet d'une campagne dès cet automne et jusqu'à Noël. Le feuillet "AGISSONS!" en donne tous les détails et est destiné à la plus large diffusion. D'autres exemplaires de ce feuillet sont disponibles, mais nous souhaitons qu'il soit reproduit localement (en tout ou en partie) partout où cela est possible.

Le reste du dossier est destiné à un nombre plus restreint de collaborateurs. Comme l'indique le guide d'utilisation à l'intérieur de la couverture, il vous servira à susciter, dans divers groupes, des actions à long terme en faveur des enfants.

D'autres ressources pour l'animation sont disponibles à Développement et Paix.

Nous comptons sur votre collaboration et sur votre solidarité active avec "les enfants du sous-développement".

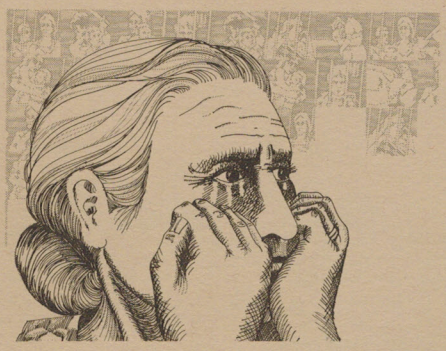
Au nom de l'équipe du
Secteur français

Fabien Leboeuf

Fabien Leboeuf,
coordonnateur

Organisation catholique canadienne pour le **développement** et la **paix**
2111 rue Centre, Montréal, Québec, H3K 1J5, (514) 932-5136, Télex: Montréal - 05-267420 — Toronto - 06-22990

Ce que vous faites aux plus petits...



AGISSONS!

Campagne de Noël pour les enfants disparus en Argentine

"Ce n'est certes pas le lieu ni l'heure de nous complaire à l'inaction pas plus que d'exprimer une vertueuse indignation. Il est plus que temps de prendre des responsabilités qui ne peuvent se traduire que par l'action".

William Brohier:
Quel monde laissons-nous à nos enfants?,
Unesco, p. 67, 1978

OÙ EST LA PETITE CLARA?

Tel est le cas de la petite Clara Anahi MARIANI, disparue de son domicile le 24 novembre 1976, suite à un raid de la police et de l'armée au cours duquel ses parents étaient tués. Elle était âgée de 3 mois au moment de sa disparition.

Mme C. de Mariani, grand-mère de Clara, a fourni le témoignage suivant des circonstances de sa disparition:

"C'est devant la foule à la Plata que le 24 novembre 1976 à 13h.15, survenait une attaque armée par les Forces combinées de la Police et des Militaires contre les occupants d'une "finca" (ferme) située dans cette région. Mon fils, Daniel Enrique Mariani et sa femme Diana Esmeralda Terruggi y vivaient avec leur petite fille, Clara Anahi.

Selon les rapports des journaux, des témoins et des voisins, la maison a été complètement encerclée par les Forces combinées avant qu'elles déclenchent une attaque qui dura plusieurs heures.

Le jour suivant, lorsque nous sommes allés au Commissariat No 5 à la Plata pour demander des nouvelles du bébé, nous étions informés verbalement que son nom ne figurait pas sur la liste (tel que j'ai compris) des morts.

Le 30 mars 1977, j'ai reçu une réponse à une des lettres que j'avais envoyées au Régiment de l'Infanterie No 7 à la Plata dans laquelle on me faisait savoir qu'ils ne savaient pas où se trouvait ma petite-fille mais que les recherches continueraient. Je n'ai pas reçu d'informations supplémentaires"(2).

Malgré d'incessantes recherches et de nombreuses démarches auprès des autorités, la grand-maman de Clara n'a jamais pu retrouver sa petite-fille Clara, maintenant âgée de plus de 3 ans. Ce cas n'est malheureusement pas isolé.

Que se passe-t-il en Argentine? Pourquoi ces enfants ont-ils disparu? Les pages qui suivent tentent d'apporter une explication.

DES GRANDS-MAMANS FONT APPEL À NOTRE SOLIDARITÉ

L'an dernier, des grands-mères d'Argentine adressaient une première lettre aux Canadiens par l'intermédiaire du Comité chrétien pour la défense des droits humains en Amérique latine. Elles mentionnaient leurs démarches infructueuses pour tenter de retrouver leurs petits-enfants disparus, enlevés par les forces policières. Elles sollicitaient notre aide en ces termes: "Nous nous permettons de vous demander de tenir compte de notre douleur, qui ne connaît pas de limites, et d'intercéder de diverses manières auprès du gouvernement de l'Argentine lui demandant de retourner ces bébés à leurs grands-mères qui vivent ce calvaire". Cet appel déchirant a été entendu par quelques milliers de Canadiens.

"M. le Président, est-il juste pour un enfant d'être séparé de son père et d'être toujours triste?" (Lettre d'un enfant argentin au Président Videla).

Cette année, elles nous envoient une nouvelle lettre, nous pressant d'étendre cette campagne de solidarité en faveur des bébés disparus. Nous vous transmettons cet appel.

A l'occasion de Noël, nous croyons le moment opportun pour manifester notre solidarité avec le peuple argentin qui vit des heures si tragiques, et en particulier avec ces grands-mamans si durement frappées par la répression. Nous pourrons ainsi faire en sorte que le message d'amour, de partage et de libération de Noël devienne réalité.

ON N'ÉPARGNE MÊME PAS LES ENFANTS

La répression qui sévit en Argentine n'épargne pas les enfants: ou bien les militaires les utilisent comme moyens de pression pour "faire parler" les parents, ou bien ils les considèrent comme des "ennemis potentiels", ou bien, dans le cas des adolescents, ils s'attaquent directement à eux dans leur chasse à la "subversion".

Dans cette foulée, les militaires ont tué 130 enfants et bébés pendant les premiers 6 mois de dictature. (1) Plusieurs enfants sont toujours en prison avec leur mère, témoins des mauvais traitements infligés à leurs parents (quand ils n'en sont pas eux-mêmes les victimes).

Aujourd'hui encore, plusieurs familles sont à la recherche d'enfants disparus, séquestrés avec leurs parents ou nés lorsque leur mère était en prison. Toutes les démarches pour essayer de les retrouver sont inutiles: les militaires nient catégoriquement que ces enfants soient en leur pouvoir.

Photo: D. Hostetter, New York.

En Argentine, combien d'enfants sont disparus? Celui-ci a le bonheur de bénéficier des services d'une garderie populaire dans un quartier pauvre de Buenos Aires.

ARGENTINE: Terreur et Répression

Comme la majorité des pays du Tiers Monde, l'Argentine, politiquement indépendante depuis 1816, est un pays à économie dépendante. Tant pour les produits agricoles et les matières premières que pour l'industrie, l'économie argentine est donc tournée vers l'extérieur (surtout USA et G.-B.) et doit assurer un maximum de profits aux intérêts étrangers (et à leurs alliés nationaux) qui la contrôlent. Par exemple, selon les bilans publiés par la Banque Centrale de Buenos Aires, les sorties de capitaux entre 1966 et 1973, ont été 17 fois plus élevées que les investissements directs (3).

Cette dépendance économique contribue à entretenir la misère, la famine et l'exploitation des classes populaires. Cette situation n'est pas nouvelle; elle marque l'histoire de l'Argentine depuis ses origines. Et chaque fois qu'un gouvernement élu démocratiquement a tenté de se libérer de ces contraintes, les militaires sont intervenus par la force.

En mars 1976, un Coup d'État redonnait le pouvoir aux militaires, dirigés par le Général Jorge Videla. Les militaires se présentent, évidemment, comme les "sauveurs de la nation", prêts à défendre l'ordre menacé par les "subversifs", disent-ils. Mais qu'en est-il en fait?

OBJECTIFS DU COUP D'ÉTAT

Un peu avant le coup d'Etat de mars 1976, le général Albano Harguindeguy, Ministre de l'Intérieur de l'actuel gouvernement Videla, avait déclaré: "Il y a un million de personnes de trop dans ce pays". Le général parlait bien sûr des personnes susceptibles de réclamer un ordre social plus juste. Ses paroles ont malheureusement été prises à la lettre.

Bilan de la répression de 1976 à 1979

—plus de 20,000 disparus
—plus de 10,000 prisonniers politiques
—plus de 8,000 morts
—15 camps de concentration
—335,000 membres des forces de sécurité
—7,760 bases de répression
—22% du budget pour les Forces Armées

Sources: CISPA

SUPPRESSION DES DROITS DÉMOCRATIQUES

Le 24 mars 1976, les militaires instaurent dans le pays un statut spécial, en vertu de l'"Acte pour le processus de réorganisation nationale". Selon cet acte, tous les mandats de toutes les autorités civiles (nationales, provinciales et municipales) sont déclarés terminés. Les membres de la Cour Suprême, le Procureur Général et les membres des Tribunaux Supérieurs sont limogés. Cela va à l'encontre de la Constitution argentine adoptée en 1853.

Les militaires inscrivent dans la loi de nouveaux délits (ex. activités politiques, grèves), et alourdissent les peines. Ils procèdent à des détentions arbitraires, à des congédiements, pratiquent la torture, créent des Tribunaux militaires pour juger des délits de la vie civile. Les organisations politiques sont déclarées illégales, la presse est muselée. Ils suppriment un à un tous les canaux d'expression d'une opposition possible.

Les forces armées n'ont pas prévu de délai pour le retour à la légalité... Il semble plutôt qu'on vise à bâtir un nouvel Etat autoritaire, sans aucune garantie constitutionnelle des droits individuels et collectifs. La démocratie est morte en Argentine.

NÉGATION DES DROITS SYNDICAUX

L'activité syndicale est interdite sous peine de renvoi. Le droit de grève est aboli (peine de 6 à 10 ans de prison pour les grévistes). Les comptes bancaires des syndicats ont été gelés et les conventions suspendues. Les salaires sont gelés. La Confédération Générale des Travailleurs (C.G.T., six millions de travailleurs) et 80% des syndicats ont été mis en tutelle. Les dirigeants syndicaux constituent la cible privilégiée de la répression; et le quart des prisonniers politiques sont de simples travailleurs. Par contre, les organisations patronales continuent de fonctionner librement.

LA PENSÉE AU SERVICE DE LA POPULATION: C'EST INTERDIT EN ARGENTINE

* information sévèrement contrôlée
* 2 à 6 ans de prison pour quiconque parle ou diffuse un message attribué à une "association illicite"
* journalistes pourchassés
* 27 avocats assassinés, 76 "disparus", 109 emprisonnés, 209 en exil: on n'a pas le droit de se défendre même légalement
* auteurs, poètes, chanteurs, artistes, cinéastes sont poursuivis
* des médecins, psychiatres, psychologues sont portés disparus ou emprisonnés
* fermeture d'écoles, d'hôpitaux, d'universités, etc.
* Marx, Freud, Piaget sont interdits, ainsi que tous les auteurs qui ont utilisé les termes de "matière", "matériau", "matériel!"

Le Monde Diplomatique, janvier 1977 et mai 1979
Le Nouvel Observateur, février 1977

Caricature: Argentina Outreach, No 13.

L'Argentine en chiffres

Territoire: 2,791,000 Km^2
Population: 26,056,000
—rurale: 21%
—urbaine: 79%
—indiens: 2%
Les terres: 6.2% de la population possède 75% des terres.
Capitale: Buenos Aires - 9 millions
P.N.B.: $1,200/habitant (1975)
Ressources:
Graines de lin (1er producteur mondial)
Maïs (2ème exportateur mondial)
Blé (3ème exportateur mondial)
Canne-à-sucre
Coton - Tabac
Forêts
Bovins: 55,000,000 de têtes
Ovins: 34,000,000 de têtes
(1er exportateur mondial)
Gisements de fer, d'étain, de plomb, de cuivre, de pétrole et surtout d'uranium.
Industries: automobile, aéronautique, cimenteries, textile, conserveries alimentaires.

Données historiques:
Avant 1516: Population indigène
Colonie d'Espagne: 1516
Indépendance: 1816
Constitution Fédérale: 1853
Régime politique: dictature militaire présidée par le Général Jorge Videla.

LA RÉPRESSION CONTRE L'ÉGLISE

Quand on est chrétien en Argentine, et qu'on suit les orientations de Medellin et de Puebla ("l'option préférentielle pour les pauvres"), on doit s'attendre à être persécuté. Les prêtres, les religieux et les laïcs qui vivent avec les pauvres sont suspects. La Bible latino-américaine est interdite, la presse catholique muselée.

Plusieurs prêtres, catéchistes, religieuses ont été assassinés ou sont disparus. Un exemple: un matin de juillet 1977, on découvre cinq cadavres dans une paroisse de Buenos Aires: trois prêtres et deux séminaristes. Un mot explicatif: "Ainsi meurent ceux qui empestent notre jeunesse".

Enfin, le 4 août 1977, survient le curieux accident mortel de Mgr Angelli, évêque de la Rioja, qui revenait des funérailles de deux autres prêtres assassinés, les pères Longueville et Murias. (Actuellement, 10% des prêtres doivent vivre dans la clandestinité). La junte militaire qui se veut "défenseur de l'occident chrétien" a une façon toute spéciale de comprendre la religion.

LES PRISONNIERS POLITIQUES

La junte militaire s'est longuement refusée à admettre l'existence de prisonniers politiques en Argentine. Ce n'est que lorsque le Secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, eut établi une liste de 7,500 noms de prisonniers politiques qu'on finira par admettre le fait. Toutefois, la dictature se refuse à publier la liste des détenus politiques, de même qu'à en évaluer le nombre. C'est un secret d'Etat!

"Je ne m'abaisserai à donner aucune justification du processus en cours en Argentine, car tout pays souverain ne rend compte de ses actions qu'à Dieu". (4)

Pourtant, selon le rapport de M. Cyrus Vance, publié intégralement dans le journal brésilien "Folha de Sao Paulo":

"Un petit nombre seulement de prisonniers (14%) peuvent être décrits comme "subversifs". La grande majorité d'entre eux ne doivent être considérés que comme des personnes ayant tendance à s'opposer à la politique gouvernementale, et cela dans des conditions acceptables" (5).

Qui les militaires ont-ils emprisonnés?

Ouvriers	25.0%
Amis, Parents, etc...	21.0%
Droit commun	16.5%
Subversifs actifs	12.5%
Syndicalistes	6.3%
Erreurs	6.2%
Autres gens de gauche	5.0%
Intellectuels	4.15%
Fonctionnaires	2.1%
Leaders	1.25%

LES GROUPES PARA-MILITAIRES

La répression est exercée par la police, l'armée et les commandos para-militaires. Le groupe para-militaire le plus connu en Argentine c'est la terrible "Triple A". Il y en a d'autres: l'Alliance anti-communiste de Rosario, la Patrie ou la Mort, Commando anti-communiste de Mendoza, etc... Ces commandos pratiquent couramment et en toute impunité l'enlèvement des personnes "suspectes" dont on n'a plus de nouvelles par la suite, la mise-à-sac des domiciles, la torture et l'assassinat. Officiellement, aucune sanction n'a été prise contre ces groupes qui pourtant agissent au vu et au su du public, souvent en plein jour et dans les milieux urbains, utilisant cagoules et voitures non-immatriculées. Ces faits, plus d'autres indices (soudaine réapparition en prison d'une personne enlevée), nous portent à croire que non seulement ces groupes agissent en complicité avec la police, mais qu'ils sont probablement dirigés par la police et les militaires. D'ailleurs, les militaires ont une conception bien spéciale de ces commandos d'extrême droite:

"Il n'existe pas de subversion ou de terrorisme de droite. Le corps social de l'Argentine est contaminé d'une maladie qui infecte ses viscères et produit des anti-corps. Ces anti-corps ne peuvent être considérés de la même façon que le germe. Ils ne sont qu'une réaction physique naturelle" (6).

DES PERSONNES DISPARAISSENT

Le cas des personnes disparues est sans doute le plus tragique puisque les militaires nient que ces personnes soient en leur pouvoir. Il n'y a donc aucun recours possible, aucun crime à dénoncer, aucune explication à demander. Parmi ces disparues se trouvent: enfants en bas âge, adolescents, vieillards, prêtres, religieuses, ouvriers, professionnels... La terreur n'épargne personne.

Aujourd'hui les parents et amis des disparus qui réclament des explications disparaissent à leur tour. Comme ces deux religieuses françaises, disparues en décembre 1977, pour avoir organisé une messe avec les parents des disparus et avoir fait paraître dans le journal une lettre ouverte à leur sujet.

Un autre exemple: en septembre 1978, vingt familiers de personnes disparues sont arrêtés, incarcérés et torturés. Six d'entre eux sont toujours en prison (7).

Une garderie populaire, mise sur pied avec l'aide de l'Eglise méthodiste, dans un quartier pauvre de Buenos Aires.

Photo: D. Hostetter, New York

VIOLATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

La junte militaire ne respecte pas davantage le statut de réfugié, ni les accords internationaux; elle n'hésite pas à arrêter ou à enlever des chiliens, uruguayens, brésiliens, etc... réfugiés en Argentine sous la protection du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de même qu'elle continue poursuites et arrestations indifféremment sur les territoires des pays voisins. Citons le cas de Sara Mendez Lampadio, une uruguayenne, réfugiée à Buenos Aires, enlevée le 13 juillet 1976 avec son fils de 20 jours Simon Antonio; en octobre de la même année, elle "réapparaissait" dans une prison de Montevideo, Uruguay, en détention officielle. Son fils, lui, a disparu. Et le cas de Freida Jashian, Chilienne, réfugiée à Buenos Aires, arrêtée par la police argentine le 14 avril 1976, avec son fils âgé d'un an et demi; on n'a plus eu de nouvelles d'eux (8).

LA RÉPRESSION ÉCONOMIQUE

La répression policière et militaire s'accompagne d'une répression économique qui atteint tout le peuple argentin, dont le niveau de vie a considérablement baissé. Ce sont surtout les ouvriers, jadis les mieux payés du continent, qui en supportent le poids. Le gel des salaires, lié à un phénomène record d'inflation moyenne de 170% par an (444% en 1976), a entraîné dans les classes populaires une perte du pouvoir d'achat de 50% à 60%. Si on ajoute à cela un million de chômeurs sans assurance-chômage, on comprend immédiatement que la pauvreté s'accroît de façon dramatique en Argentine.

En 1976, en Argentine, l'électricité a grimpé de 45%, le gaz de 1167%, le téléphone de 425% et l'essence de 443%.
Le Devoir,
1er janvier 76, p. 2

Photo: D. Hostetter, New York

Dans un quartier pauvre de Buenos Aires, des enfants s'amusent.

Jusqu'où ira la terreur? Le général Iberico St-Jean, gouverneur de la province de Buenos Aires, répond: "D'abord nous tuerons tous ceux qui font la subversion, puis nous tuerons leurs collaborateurs; puis les tièdes; enfin, nous tuerons les indifférents".

Pourquoi la RÉPRESSION?

Qu'y a-t-il derrière le comportement des militaires? Où veulent-ils en venir? Au-delà de toutes les justifications avancées par eux se cachent en fait la protection et la promotion d'intérêts économiques et politiques non avouables. La répression économique que nous venons de décrire le laisse bien voir.

UN PARAVENT IDÉOLOGIQUE

Tout comme les maîtres de l'apartheid en Afrique du Sud, les militaires argentins se présentent eux-mêmes comme les "défenseurs de l'Occident chrétien". Ou bien, comme d'autres dictatures latino-américaines, ils invoquent la fameuse "sécurité nationale". Tous ceux qui s'opposent au régime, ou le critiquent tout simplement, sont considérés comme des ennemis, des "subversifs", des "communistes". Pour ces militaires, "la troisième guerre mondiale est commencée" (9). Ils voient l'Argentine comme un des champs de bataille dans cette guerre d'extermination.

Caricature: C.J.N.

C'est ainsi que la junte militaire prétend justifier les enlèvements, emprisonnements, tortures, meurtres. Mais cela ne les empêche pas, comme nous l'avons vu, d'exercer une sévère répression contre l'Eglise qu'ils prétendent défendre.

"Quand les profits sont en cause, on regarde moins la couleur de la peau: c'est ainsi que le principal acheteur de blé argentin c'est... l'URSS! Comme excuse, les farouches adversaires du communisme répondent: "L'Argentine commerce avec qui lui achète". Bénéfices pour 1978: un milliard de dollars!

Croissance des Jeunes Nations, juin 1978

Examinons ce qui se dissimule derrière le paravent idéologique.

Le programme économique et politique de la dictature

Le programme économique du Ministre des Finances, Martinez de Hoz, peut se résumer ainsi: remise de l'économie aux mains de l'entreprise privée, nationale et multinationale, promotion exclusive de l'industrie d'exportation, désorganisation et répression du monde ouvrier (10). Ce programme correspond tout à fait aux désirs des Américains, comme le montre clairement la mission officielle de David Rockfeller en mars 1979 pour appuyer la politique de Martinez de Hoz. D. Rockfeller est P.D.G. de la Chase Manhattan Bank et président de la Commission Trilatérale. "La Trilatérale", comme on dit plus brièvement, c'est l'alliance des hommes d'affaires et des politiciens des U.S.A., du Japon et de l'Europe occidentale pour maintenir les pays du Tiers Monde dans leur dépendance économique et politique vis-à-vis l'Occident (11).

"Alors que l'industrie est relativement développée (en Argentine) et compte parmi les plus anciennes du continent, la Trilatérale et Milton Friedman préconisent de spécialiser le pays dans l'agriculture d'exportation et d'accélérer la disparition des industries qui, touchées par la crise économique, ne peuvent plus faire face à la concurrence internationale" (12).

Les premières mesures économiques du régime militaire ont donc consisté à dénationaliser les industries, à geler les salaires, à neutraliser les syndicats, à libérer les prix (inflation), et à supprimer les barrières douanières. Résultat: réduction de 70% de la masse des salaires, en 4 ans. Où donc tout cet argent s'est-il envolé? En tout cas, le Ministre des Finances Martinez de Hoz n'y perd certainement pas puisqu'il possède 300,000 hectares des meilleures terres en Argentine et qu'il fait partie des conseils d'administration de 20 multinationales, dont Fan American, ITT, et Acindor (United Steel Corp.).

Les entreprises canadiennes installées en Argentine y ont aussi leur profit:

"Un cadre de Massey-Ferguson à Rosario nous a confié que les profits nets de la compagnie, en termes de dollars U.S., après déduction de l'inflation, avaient augmenté de 1100% en 4 ans. Profitant des abattements accordés pour l'exportation, Massey-Ferguson n'a jamais payé d'impôt. La société argentine serait l'un des membres les plus rentables de la filiale d'Argus Corp. de Toronto (13)".

LES MILITAIRES ET LA SANTÉ

- 80 enfants de moins d'un an meurent quotidiennement en Argentine. De ces 80 enfants, 60 pourraient être sauvés si on disposait de secours médicaux appropriés.
- Suppression des soins gratuits, renvoi de personnel et fermeture d'hôpitaux (ex.: l'hôpital des enfants de Buenos Aires, où on a dû fermer plusieurs services, d'autres fonctionnant à moitié).
- Hausse des prix des médicaments.
- Conséquences: hausse de la mortalité infantile et réapparition de maladies comme le "Mal de Chagas" qui cause la paralysie chez les enfants.

Clarin, Buenos Aires, février 1978.
Prensa Latina, le 3 mars 1978.

LES MILITAIRES ET L'ÉDUCATION

- En 1970, 15.6% du budget national était destiné à l'éducation. Aujourd'hui ce pourcentage n'est plus que de 8.8%.
- En 1978, on a supprimé les subsides gouvernementaux aux écoles de province; des écoles primaires et secondaires ont dû fermer, d'autres utilisent du personnel militaire.
- 30% des enseignants ont disparu, sont en prison, ont dû gagner l'exil ou ont été renvoyés.
- Abandon scolaire: 50.1% (80% dans les régions pauvres), surtout dû au prix exhorbitant de l'éducation et à l'obligation qu'ont les enfants de travailler pour venir en aide à leur famille.
- Climat de peur dans les écoles: la délation (ou, comme disent les militaires, "la collaboration spontanée") y est encouragée.
- Les militaires peuvent envahir une école à n'importe quel moment et procéder à l'interrogatoire séparé des professeurs et du directeur.
- De graves sanctions sont prises contre un directeur qui n'a pas dénoncé un professeur accusé de "subversion".
- On brûle les livres "censurés"; dernièrement on a interdit une série de **contes pour enfants** jugés "subversifs".

Caricature: C.J.N.

- Pour les militaires, l'école n'est pas un droit, mais un champ de bataille de la guerre idéologique:

"Nous devons briser et réduire à néant la source même à laquelle se nourrit, se forme et s'endoctrine le délinquant subversif; et cette source, c'est l'Université et l'école secondaire". (Conférence de Presse du Général Vilas, chef du Ve Corps de l'Armée 4/08/76).

Argentina Hoy, Comité de solidarité avec le peuple argentin, Mexico, 1978.

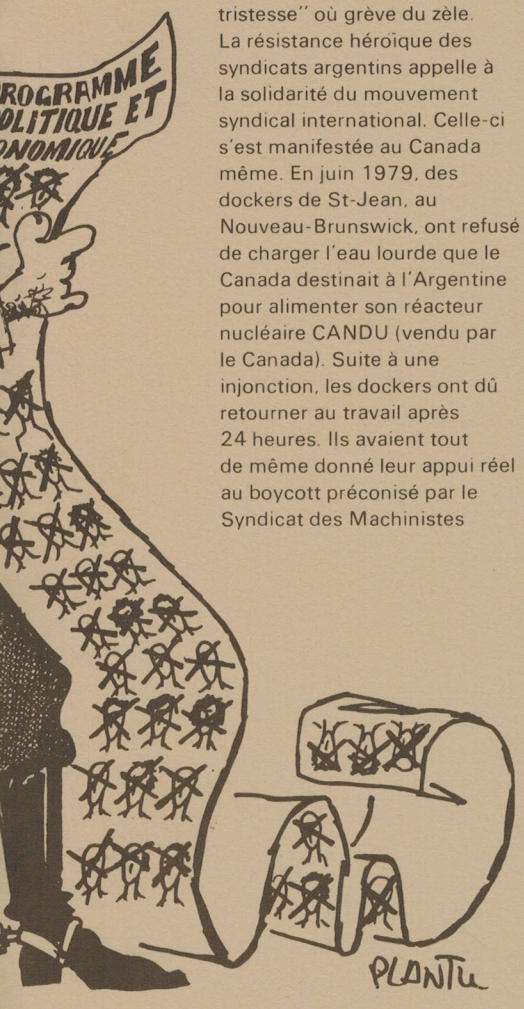
ORGANISATION ET RÉSISTANCE POPULAIRES

La répression militaire et policière est née parce que les principales victimes (les classes populaires) de ce programme économique et politique sont suffisamment organisées pour y résister. Aujourd'hui, la violence et la sauvagerie de la répression sont un indice que la résistance populaire, loin d'être morte, est toujours active dans sa lutte contre l'exploitation et pour la construction d'une société plus juste. Mentionnons deux formes particulières de cette résistance.

RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Malgré l'interdiction de grève et le contrôle des militaires, une vague de grèves paralysent d'importants secteurs de l'économie (chemins de fer, électricité, pétrole) dès la fin de 1977. En 1978, devant les congédiements massifs, on assiste à une nouvelle vague de grèves; la police et l'armée interviennent, fusillant sur place des dirigeants de grève.

Une autre forme de résistance ouvrière, c'est "le travail à tristesse" où grève du zèle. La résistance héroïque des syndicats argentins appelle à la solidarité du mouvement syndical international. Celle-ci s'est manifestée au Canada même. En juin 1979, des dockers de St-Jean, au Nouveau-Brunswick, ont refusé de charger l'eau lourde que le Canada destinait à l'Argentine pour alimenter son réacteur nucléaire CANDU (vendu par le Canada). Suite à une injonction, les dockers ont dû retourner au travail après 24 heures. Ils avaient tout de même donné leur appui réel au boycott préconisé par le Syndicat des Machinistes canadiens, en réponse à l'appel d'un Comité torontois: "No CANDU for Argentina"!



LES "FOLLES DE LA PLACE DE MAI"

Une autre forme de résistance, c'est la lutte entreprise par "les folles de la Plaza de Mayo", à Buenos Aires, depuis bientôt 3 ans. Ces femmes (elles sont habituellement 300; occasionnellement, les manifestations en ont regroupé jusqu'à 2,000) sont les épouses, les mères, les soeurs, les grands-mères de personnes disparues. Elles se sont réunies pour mettre en commun leurs efforts afin d'obtenir le retour des membres disparus de leur famille. Comme les démarches légales ont été infructueuses, elles ont décidé d'alerter l'opinion publique. Ainsi, chaque jeudi, depuis 2 ans, elles se rassemblent devant la Casa Rosada (édifice du Gouvernement, Place de Mai, à Buenos Aires), venant de tous les coins du pays. Par leur marche silencieuse, elles réclament la vérité au sujet des disparus.

Le gouvernement les traite de "folles" et de "prostituées". Il leur a interdit l'accès à la Plaza de Mayo. Certaines d'entre elles ont même commencé à "disparaître" à leur tour, telle Mme Yhelma Jara de Cabezas qui était allée porter le message des "folles de la Plaza de Mayo" aux évêques réunis à Puebla.

Ces femmes courageuses n'en continuent pas moins leur action. Elles ont recueilli, en Argentine même, des millions de signatures lors d'une pétition réclamant la vérité sur le sort des disparus. Et cela, en sachant bien qu'il faut être "folles" en effet pour oser défier les sauvages "défenseurs de la sécurité nationale".

RÉFÉRENCES

(1) **Perspective Argentine,** no. 2, mars-avril 1977.
(2) Amnistie Internationale, **Les enfants disparus en Argentine,** mars 1979, p. 3
(3) **Info-JOC Internationale,** avril 1976, p. 15
(4) General Mujica à la junte panaméricaine de Défense, Cité dans **Perspective Argentine,** mars-avril 1977, p. 14
(5) **DIAL,** 2 mars 1978
(6) Déclaration de l'Amiral Guzetti, Ministre des Affaires Etrangères en visite officielle aux USA en octobre 1976. Cité dans **Perspective Argentine,** mars-avril 1977, p. 14
(7) **DIAL,** 5 juillet 1979
(8) Amnistie Internationale, **Les enfants disparus en Argentine,** mars 1979, p. 5
(9) **Croissance des Jeunes Nations,** septembre 1977, p. 18. Voir aussi juin 1978, p. 19-26.
(10) **Le Monde diplomatique,** juillet 1977
(11) **Le Monde diplomatique,** novembre 1976. Voir aussi **La Commission trilatérale,** dossier du Centre tricontinental (CETRI), Belgique, 1979, 59p.
(12) **L'Économiste du Tiers Monde,** mai 1979
(13) **Le Devoir,** 1er janvier 1976.

Caricature: Argentina Outreach, No. 12

La résistance

UN DÉFI À RELEVER

Partout à travers le monde se forment des Comités de Solidarité avec le peuple argentin pour appuyer les efforts de résistance des femmes, des ouvriers, des intellectuels, des chrétiens d'Argentine. C'est uniquement grâce à ce combat que l'Argentine pourra connaître à nouveau la paix et la justice auxquelles aspire le peuple argentin.

L'action que Développement et Paix vous propose aujourd'hui d'entreprendre se situe dans ce mouvement de solidarité.

LA CANADA COMPLICE?...

- Plus de $100 millions consentis en prêts au gouvernement argentin, pour l'année 1976, par des banques canadiennes: Banque Royale, Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Ecosse.
- En 1978, Energie Atomique du Canada, société de la couronne, a vendu un **réacteur nucléaire** CANDU au gouvernement argentin.
- De son côté l'Argentine a refusé de signer le Traité de Non-Prolifération des Armes Nucléaires.
- Dans le programme spécial d'accueil de 100 réfugiés argentins, deux seulement ont trouvé refuge au Canada depuis un an.
- Le Canada va-t-il trouver les moyens d'agir contre une dictature militaire qui ne respecte ni les droits humains ni les accords internationaux? Il nous appartient d'en décide et d'agir!

Photo: D. Hostetter, New York

L'armée s'installe, Place de Mai à Buenos Aires, devant l'édifice du Gouvernement. Il faut empêcher "les folles" de réclamer publiquement la vérité.

LISTE DES ENFANTS DISPARUS
ET DES GRANDS-MÈRES QUI LES RECHERCHENT

(avec les âges approximatifs au 30 septembre 1979)

ENFANTS

1. CLARA ANAHI MARIANI: Disparue le 24 nov/76. Age actuel: 3 ans 1 mois.
2. GABRIEL MATIAS CEVASCO: Arraché des bras de sa mère le 11 janvier/77. Age actuel: 2 ans 11 mois.
3. PAULA EVA LOGARES: Disparue avec ses parents le 18 mai/78 à Montevideo (Uruguay). Age actuel: 3 ans 3 mois.
4. TATIANA JOTAR: Disparue avec ses parents et sa petite soeur LAURA MARLENA, 15/10/77. Age actuel: 7 ans ainsi que 2 ans 1 mois.
5. BÉBÉ MARTINIS qui devait naître en août/76, parents détenus et disparus depuis mars/76. Age actuel: 3 ans 1 mois.
6. BÉBÉ OVEJERO qui devait naître en sept/77, parents détenus et disparus le 5 mai/77. Age actuel: 2 ans.
7. BÉBÉ DE LA CUADRA devait naître en juin/77, la mère détenue et disparue le 23 fév/77. Age actuel: 2 ans 3 mois.
8. BÉBÉ GUTIERREZ qui devait naître en déc/76, parents détenus et disparus le 26 août/76. Age actuel: 2 ans 9 mois.
9. BÉBÉ GALIZZI qui devait naître en janv/77, parents détenus et disparus le 7 août/76. Age actuel: 2 ans 8 mois.
10. BÉBÉ LAVALLÉ devait naître à mi-sept/77, parents détenus et disparus le 20 juillet/77. Age actuel: 2 ans.
11. BÉBÉ OGANDO qui devait naître en déc/76, parents détenus et disparus le 16 oct/76. Age actuel: 2 ans 9 mois.
12. BÉBÉ MARIZCURRENA devait naître en janv/77, parents détenus et disparus le 13 oct/76. Age actuel: 2 ans 8 mois.
13. BÉBÉ GELMAN qui devait naître le 6 nov/76, parents détenus et disparus le 24 août/76. Age actuel: 2 ans 10 mois.
14. BÉBÉ REGGERONE devait naître le 22 nov/77, parents détenus et disparus le 12 avril/77. Age actuel: 1 an 10 mois.
15. BÉBÉ DONDA qui devait naître en juillet/77, parents détenus et disparus le 28 mars/77. Age actuel: 2 ans 2 mois.
16. BÉBÉ GRANDI qui devait naître en déc/76, parents détenus et disparus le 22 juin/76. Age actuel: 2 ans 9 mois.
17. BÉBÉ CARLOTTO qui devait naître en juin/78, mère détenue et disparue le 16 nov/77. Age actuel: 1 an 3 mois.
18. BÉBÉ REPETUR qui devait naître en janv/77, parents détenus et disparus le 30 sept/76. Age actuel: 2 ans 9 mois.
19. BÉBÉ FORD qui devait naître en janv/78, parents détenus et disparus le 11 mai/77. Age actuel: 1 an 9 mois.
20. BÉBÉ ROSENFELD devait naître en mars/78, parents détenus et disparus en octobre/77. Age actuel: 1 an 6 mois.
21. BÉBÉ TORANZO qui devait naître en oct/78, parents détenus et disparus le 5 avril/78. Age actuel: 11 mois.
22. BÉBÉ QUINTELA devait naître en juillet/77, mère détenue et disparue le 17 janvier/77. Age actuel: 2 ans 2 mois.
23. BÉBÉ MOYANO devait naître en septembre/78, parents détenus et disparus le 30 déc/77. Age actuel: 1 an.
24. BÉBÉ BELAUSTEGUI devait naître en fév/77, parents détenus et disparus le 26 juil/76. Age actuel: 2 ans 7 mois.
25. BÉBÉ ZAMPALLO devait naître en février/78, parents détenus et disparus le 6 déc/77. Age actuel: 1 an 7 mois.
26. BÉBÉ CENA qui devait naître à mi-nov/76, parents détenus et disparus le 14 nov/76. Age actuel: 2 ans 10 mois.
27. BÉBÉ ISABELLA devait naître le 2 avril/77, mère détenue et disparue le 22 déc/76. Age actuel: 2 ans 5 mois.
28. BÉBÉ PEREZ qui devait naître en nov/78, parents détenus et disparus le 6 oct/78. Age actuel: 10 mois.
29. BÉBÉ MENNA qui devait naître en août/76, parents détenus et disparus le 19 juil/76. Age actuel: 3 ans 1 mois.
30. BÉBÉ URRA qui devait naître fin nov/76, parents détenus et disparus le 22 mai/76. Age actuel: 2 ans 10 mois.
31. BÉBÉ OTANO qui devait naître début mars/77, parents détenus et disparus le 5 nov/76. Age actuel: 2 ans 3 mois.

GRANDS-MAMANS

1. MARIA ISABEL CHOROBIK DE MARIANI,
   Casilla 518, 1900 La Plata, Argentina
2. MARIA D. SUEYRO DE LEIVA,
   Riglos 453, Apt. 3, Capital Federal, Argentina
3. ELSA BEATRIZ PAVON DE AGUILAR,
   Tucuman 264, Barrio Belquez, Banfield, (Bs. As.), Argentina
4. MARIA LAURA IRIBAR DE JOTAR,
   Casa Bidondo, Calle 122, no 2045, La Plata, Argentina
5. BEATRIZ H. C. AICARDI DE NEUHAUS,
   Pasco 739, Ramos Mejia, Provincia de Buenos Aires, Argentina
6. EVA H. MARQUEZ DE CASTILLO BARRIOS,
   Rivadavia 2880, 2o. piso "E" Capital Federal, Argentina
7. ALICIA ZUBAZNABAR DE LA CUADRA,
   Calle 65, no 835, 4o. piso "C", La Plata, Argentina
8. VILMA DELINDA SESAROGO DE GUTIERREZ,
   Crovara 3246, Tablada, Provincia de Buenos Aires, Argentina
9. MIRTA N. ACUNA DE BARAVALLE,
   Ramon Falcon 380, San Martin, Provincia de Buenos Aires, Argentina
10. HAYDEE V. DE LEMOS,
    Rivadavia 5951, Piso 12 "C", Capital Federal, Argentina
11. DELIA CECILIA GIOVANOLA DE CALIFANO,
    Sarmiento 159, Villa Ballester, Provincia de Buenos Aires, Argentina
12. RAQUEL RADIO DE MARIZCURRENA,
    Pueyrredon 360 Acassusso, Provincia de Buenos Aires, Argentina
13. MARIA EUGENIA CASSINELLI DE GARCIA,
    Santa Fe 2534, Piso 11 "D", Capital Federal, Argentina
14. CLARA JURADO,
    Brasil 646, 2 piso "B", Capital Federal, Argentina
15. LEONTINA PUEBLA DE PEREZ,
    Sargento Cabral 476, Palomar, (Bs. As.), Argentina
16. JULIA JOSEFA REBOLLO DE GRANDI,
    Viamonte 2506, 6 piso - Dto. 54, Capital Federal, Argentina
17. ENRIQUETA ESTELA BARMES DE CARLOTTO,
    Calle 59 No 384, 2 piso Dto 8, La Plata, Argentina
18. EDITH MABEL BERGEZ DE CARRIQUIRIBORDE,
    Calle 15 s/n (entre 6 y Jorge Bell) City Bell. (Bs. As.), Argentina
19. ELBA ROSA MONTIVEROS URQUIZA DE FORD,
    Calle 122 no 733, La Plata (Bs. As.) Argentina
20. AIDA KANCEPOLSKY ROSENFELD,
    Charcas 3858, Piso 8 "B" Capital Federal, Argentina
21. MARIA ROBERT DE PALACIN,
    Jujuy 1155, Piso 2, "B" Capital Federal, Argentina
22. ERNESTA L. O. DE QUINTELA,
    Urquiza 254, Piso 8 "J" Capital Federal, Argentina
23. ENRIQUETA SANTANDOR,
    Thames 2484, Entrepiso Capital Federal, Argentina
24. EBE C. DE LOPEZ GUERRA,
    5363 Pooks Hill Rd., Bethesda, Md. 20014, U.S.A.
25. AZUCENA FLORA MARTIN DE BARRAGAN,
    Calle 210 (entre 521 y 522) Abasto (Bs. As.), Argentina
26. MARIA MAGDELENA C. DE CENA,
    Calle 10 no 1037 (521 y 522) Tolosa (La Plata), Argentina
    et/ou JULIA IRMA CRESPI DE LA SPINA,
    Calle 5 (entre 527 y 529) Tolosa (La Plata), Argentina
27. CONCEPCION ISABELLA VALENZI DE ISABELLA,
    Calle 25 (entre 12 y 13) City Bell, Argentina
28. ROSA T. DE ROISINBLIT,
    Rio Bamba 72, Piso 6 Dto. 15, Capital Federal, Argentina
29. IRMA DE MENNA,
    Fermo posta, Roma, Italia
30. MARIA PAULINA FERRARESE DE URRA,
    Martin Rodriguez 2464, San Miguel, (Bs. As.), Argentina
31. CATALINA AIDA JAUREGUIBERRY DE MANCHIOLA,
    Calle 20, no 1587, La Plata, Argentina
    et/ou BEATRIZ TRIGO VIERA DE OTANO,
    Calle 511 y Camino Centenario s/n Gonnet (Bs. As.), Argentina

QUE POUVONS-NOUS FAIRE?

? Nous pouvons concrètement faire **trois** choses: manifester notre sympathie et solidarité aux grands-mères; protester auprès des autorités argentines; demander au gouvernement canadien d'intervenir pour le rétablissement des droits humains en Argentine et d'accélérer l'entrée au Canada des réfugiés argentins.

Développement et Paix a reçu la liste des noms de 31 grands-mères et de leurs petits-enfants. Ce n'est évidemment qu'une liste partielle. Cependant, notre intervention en faveur de ces 31 enfants ne peut que presser le gouvernement argentin à éclaircir le sort de tous les enfants disparus en Argentine.

Photo: D. Hostetter, New York

Avec trois compagnes, cette femme qui vous regarde a été porté le cri d'angoisse des grands-mères argentines à l'assemblée des évêques de Puebla. A son retour, elle rend compte de sa démarche.

1 **Envoyez une carte de Noël à la grand-mère** dont le numéro correspond à votre date d'anniversaire de naissance. Utilisez la liste ci-jointe. Exemple: si vous êtes né(e) un 21, vous écrivez à Maria Robert de Palacin.

- Ecrivez **en espagnol** (la traduction française n'est indiquée que pour votre compréhension du message).
- Signez et mettez sous enveloppe avec un timbre de $0.35.

Cette carte de Noël constitue un message de solidarité qui renforcera le courage des grands-mères dans leur lutte pour obtenir le retour de leurs petits-enfants.

LETTRE

(endroit au Canada, date)

(Nom et adresse de la grand-mère)
Estimada Senora:

Aqui en Canada, muchas personas saben del desaparecimento de su nieto.

Comparto de todo corazon su inmenso dolor y espero llevarle algun consuelo anunciandole que aqui se lleva a cabo una gran campana para pedir a los responsables que se le devuelvan su pequenito.

Le mando mis mejores saludos de Navidad esperando que pronto tenga la alegria de acoger en sus brazos a su nieto.

Con todo carino,

(Signature et adresse)

TRADUCTION

Chère madame,

Ici au Canada, plusieurs personnes sont au courant de la disparition de votre petit-enfant.

Je partage de tout coeur votre douleur et j'espère vous apporter quelque consolation en vous annonçant qu'une vaste campagne se réalise ici pour demander aux responsables qu'on vous rende votre petit.

Je vous envoie mes meilleurs voeux pour Noël en espérant que vous aurez bientôt la joie de serrer votre petit-enfant dans vos bras.

Avec beaucoup de tendresse.

APPEL DES GRANDS-MÈRES

Buenos Aires, 6 mai 1979

Développement et Paix
Canada

De nouveau nous faisons appel à vous, nous le groupe des grands-mères argentines qui vous avions remis en 1978 une liste de bébés disparus dans notre patrie.

Aujourd'hui, nous vous envoyons une nouvelle liste, malheureusement augmentée. Nous voulons aussi vous manifester notre profonde reconnaissance pour l'attention si humanitaire que vous avez accordée à notre problème. Nous continuons d'être dans l'impossibilité de retrouver nos petits-enfants; détruites à force de tant de souffrances, mais recevant, jour après jour, ***ces lettres du Canada qui sont comme une main amie qui se tend vers nous*** et qui nous rappelle que quelqu'un pense à nous, là-bas, très loin par la distance, mais très proche dans le coeur du Créateur.

Espérant avec confiance que votre appui sera fructueux, nous vous saluons avec une immense gratitude.

Des grands-mères.

2 * **Écrivez une lettre à Mme Videla,** épouse du Président d'Argentine, dont le texte vous est suggéré ici. Cette lettre peut être rédigée en français.

* Signez et mettez sous enveloppe avec un timbre de 35¢

* Nous espérons qu'en tant que femme et mère, Madame Videla saura comprendre la douleur des grands-mères argentines et convaincra son mari, le Président d'Argentine, de retourner les enfants à leurs familles.

* Ces pressions internationales se sont déjà révélées efficaces pour obtenir la libération de personnes emprisonnées dans d'autres pays, par exemple en Afrique du Sud ou au Chili.

MODÈLE DE LA LETTRE

(endroit au Canada et date)
Senora Raquel de Videla
Casa Rosada
Buenos Aires Capital Federal
Argentina
Madame,

Au Canada, l'opinion publique est atterrée à la nouvelle que dans votre pays, de tout jeunes enfants ont disparu, enlevés avec leurs parents par les forces militaires ou para-militaires, ou nés alors que leurs mères étaient en prison.

Le monde entier sait que vous êtes chrétienne, et nous attendons de vous qu'à l'occasion de Noël et de l'Année Internationale de l'Enfant, vous posiez un geste humanitaire en éclaircissant le sort de ces enfants aux yeux de l'opinion mondiale, et en prenant les mesures nécessaires pour qu'ils soient remis à leurs familles et qu'ils puissent vivre en toute paix et liberté, ensemble, comme le reconnaît la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Respectueusement vôtre,

(signature et adresse)

3 **Remplissez le coupon-réponse** ci-joint et retournez-le nous. Cela permettra à Développement et Paix:

1. de mesurer l'ampleur de la Campagne de solidarité
2. d'intervenir auprès du Gouvernement canadien pour obtenir:

a) le retour des enfants disparus en Argentine
b) le rétablissement des droits humains en Argentine
c) l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés argentins au Canada.

(Détacher ici, mettre sous enveloppe et retourner à Développement et Paix).

COUPON-RÉPONSE

NOM. . . . . TÉL. . . . . .

ADRESSE. . . . . .
no rue app.

. . . . . .
ville province code postal

☐ J'ai participé à la Campagne de Noël pour les enfants disparus en Argentine. J'ai fait participer. . . . . personnes.

☐ Je demande à Développement et Paix d'intervenir auprès du gouvernement canadien, pour qu'il prenne les mesures en son pouvoir afin d'obtenir le rétablissement des droits humains en Argentine et l'accueil de réfugiés argentins au Canada.

. . . . . .
Signature

Vous voulez faire plus? Contactez:

- l'animateur de Développement et Paix pour votre région
- le comité d'information et de solidarité avec le peuple argentin (CISPA), 4258 Delorimier, Montréal, Québec.
- le Comité Chrétien pour Les Droits Humains en Amérique Latine (CCDHAL), C.P. 115 Station "N", Mtl. H3H 2H2.
- Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America, 40 St. Clair Ave. E., Toronto, M4T 1M9.
- Group for the Defense of Civil Rights in Argentina, 175 Carlton St., Toronto M5A 2K3, tél.: 960-5473.
- Latin American Working Group (LAWG) Box 2207, Station P, Toronto, Ont. M5S 2T2
- CISPA, Carrefour Tiers Monde — Québec, 155 boul. Charest Est, 3ème étage, Québec, G1K 3G6
- Comité Québec Amérique latine, C.P. 371 A, Hull, Québec (684-6620).
- CISPA, 1585 Caron, Sherbrooke, J1K 2H7.

Ces groupes pourront vous proposer d'autres actions de solidarité avec l'Argentine (enfants, réfugiés, refus de la vente de matériel nucléaire à l'Argentine, boycott de produits, etc.).

L'action isolée est moins efficace

Faites participer votre famille, vos amis, les membres de vos comités, vos compagnes et compagnons de travail.

Profitez des réunions de Noël pour le faire.

Les groupes, comités, organismes, syndicats, peuvent également écrire au nom du groupe.

Des ressources d'animation sont disponibles à Développement et Paix.

MAQUILLER LA RÉPRE$$ION

"Pour restaurer l'image de marque du pays", la junte n'a pas lésiné sur les moyens: c'est une agence new-yorkaise de publicité, la Burson-Marsteller, qui a pris l'affaire en mains (pour la modique somme de 1.1 million de dollars). En 150 pages, elle expose les techniques et dispositions qui permettront à la junte de se "présenter d'une manière extrêmement positive et favorable".

Source: **Croissance des Jeunes Nations,** mars 1978, p. 8
Voir aussi: **Le Monde Diplomatique,** avril 1978.

UN COMMERCE DES ENFANTS?

Sous une nouvelle identité, certains enfants auraient été confiés à des orphelinats, d'autres auraient été "donnés" en adoption à des personnages officiels ou à des familles de la bourgeoisie. (Revue **Cambio,** 16 novembre 1978).

Dernièrement, une grand-maman a retrouvé à Valparaiso, au Chili, ses deux petits-enfants qui étaient disparus en même temps que leurs parents de leur domicile de Buenos Aires, en septembre 1976. Le petit Anatole et sa soeur Claudia Victoria ont été adoptés par une famille chilienne... (Revue **APSI,** 15 août 1979).

Ce cas nous amène à poser les questions suivantes:

- Comment ces enfants sont-ils entrés au Chili?
- Qui les y a amenés?
- Où sont passés les autres enfants disparus?
- Les militaires se livrent-ils au trafic des enfants, (parfois sous couvert d'adoption internationale)?

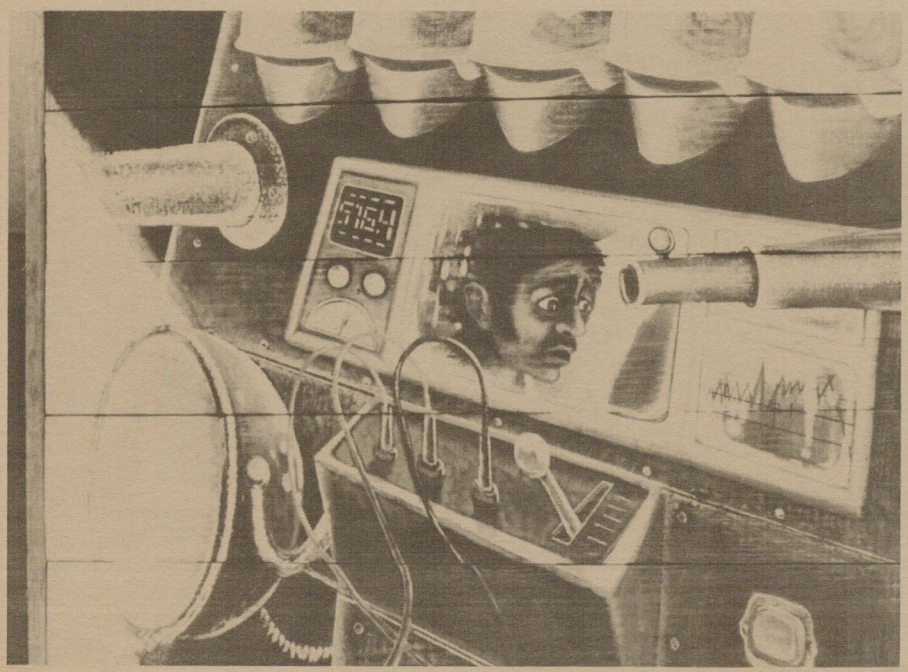


Photo: D. Hostetter, New York

"Machine à torture". Peinture d'un artiste chilien, exposée dans une église de Santiago au Chili.

LA TORTURE EN ARGENTINE

*** Au "1er degré"**

- bastonnade sur tout le corps, surtout sur les organes sexuels, le foie et l'estomac, jusqu'à évanouissement.
- le "téléphone": frapper les deux oreilles avec la paume de la main jusqu'à perte de l'ouïe.
- la "gégine" ou le "gril": chocs électriques.
- le "sous-marin": immersion de la tête dans l'eau jusqu'à asphyxie du prisonnier.
- tortures psychiques: isolement, etc...

*** Au "2e degré"**

- arrachage des ongles, des dents
- brûlures avec des cigarettes, huile, eau bouillante, acide.
- incisions pour que l'électricité passe mieux.
- quand le prisonnier est condamné à mort: on arrache les yeux, on brise les membres, on émascule.

*** "Conditions d'hébergement"**

- manque d'espace et de lits
- aucuns soins médicaux
- viols
- manque d'hygiène
- pas de chauffage

(Revue **Faim et Développement,** juin 1978)

Buenos Aires
14 septembre 1979

Au personnel de
Développement et Paix,

Nous nous adressons de nouveau à vous afin de vous transmettre la liste de nos petits-fils "disparus" en Argentine; cette liste s'allonge sans cesse étant donné qu'aucun de nos enfants n'a été jusqu'à maintenant retrouvé. Par contre, au gré de notre action, un nombre croissant de grands-mères s'ajoutent à notre liste.

Peu à peu, nous perdons confiance en l'efficacité de nos démarches; mais la foi en Dieu nous donne des forces lorsqu'il ne nous semble plus possible de supporter davantage notre douleur et notre désespoir. Le Seigneur ne peut permettre que tant d'affliction puisse accabler des êtres qu'il a créés. Il ne peut abandonner ceux qui souffrent à cause de la disparition de leurs petits. Il ne peut permettre que tous ces bébés innocents et purs soient séparés de leurs proches. De petits êtres qui viennent à peine de s'ouvrir à la vie.

Nous, mères et grands-mères, privées de nos fils aussi "disparus", ou morts en certains cas, espérons encore que ceux qui gardent ces petits en leur pouvoir puissent les libérer ou du moins donner de leurs nouvelles.

Vous remerciant profondément de votre solidarité si humaine, veuillez agréer notre plus haute considération.

Les grands-mères:

L.C. 8.319.665
C 2518409
L.C. 1.412.129
L.C. 0728070
Concepción T. de Isabella
CI N: 1.167.850
I.C. 1.337.376
C.I 5.200.656
L.C. 10.2247
L.C. 0061571
DNI 0513754
L.C. 2.682.592
María R. de Palacios
CI. 2.547.631
Catalina J. de Mandelik
LC. 3643792
Aida Kancepolski Rosenfeld
C.I 3.549.040
Raquel Radio de Marizcurrena LC 3250062
CI 2.050.503
DNI 0322942
Blanca N. de Artigas
CI - 581.715
DNI 3213011
L.C. 0033603
4432.483
Rosa T. de Roisinblit
C.I. 6.330.007
CF 6126.782
Enriqueta Santander
D.N.I. 0481683
2.029.718
DNI 0.302.436
Julia R. de Grandi
CICF 2127498
3102995

Ce que vous faites aux plus petits...

CANADA: paradis des enfants?

Les Canadiens aiment croire qu'ils vivent dans une société d'abondance et de justice, véritable paradis terrestre pour les petits et les grands. Tous auraient un accès égal non seulement aux biens nécessaires à la satisfaction des besoins humains de base (nourriture, logement, médicaments...) mais également à une surabondance d'objets et de services contribuant à hausser la qualité de la vie (jouets, voitures, T.V., loisirs...). Ceux et celles qui n'en profitent pas n'auraient qu'eux-mêmes à blâmer. "N'importe qui peut s'en sortir par lui-même. Quand on veut, on peut!"

Malheureusement, la réalité est tout autre. Le paradis terrestre canadien comporte des recoins de pauvreté et d'"inégalités des chances" qui sont à proprement parler scandaleux et qui en disent long sur le fameux mythe de la société juste. Les quelques études (1) parues sur cette réalité diffèrent parfois considérablement dans leur appréciation statistique du phénomène, mais toutes reconnaissent l'existence au Canada d'une large couche de pauvreté, dont les effets et les causes sont identiques à ce qui se passe ailleurs dans le monde. Le Tiers Monde, on le trouve aussi au Canada.

La pauvreté n'est pas une simple insuffisance économique. Elle est aussi exclusion sociale et politique, absence de services sociaux de base, d'instruction et de mobilité socio-économique, de participation au pouvoir politique, de fierté individuelle...

Malgré tout, nous parlons ici de la pauvreté uniquement en fonction de faible revenu. Selon Statistique Canada, une famille ou un particulier qui dépense plus de 70% de son revenu global pour l'alimentation, le vêtement et le logement est considéré comme pauvre.

Les chiffres mentionnés ici n'en sont que plus révélateurs!

	Nombre d'enfants pauvres	% du nombre total d'enfants
Canada	1,657,017	24.5
Terre-Neuve	92,783	45.3
Ile-du-P.E.	14,111	37.3
N.-Ecosse	75,983	29.8
N.-Brunswick	75,520	34.9
Québec	528,843	28.1
Ontario	400,690	17.1
Manitoba	95,874	31.6
Saskatchewan	114,081	38.4
Alberta	135,150	24.8
C.Britannique	116,301	17.9
Yukon	1,160	17.8
T. du Nord-Ouest	6,489	42.4

(Les enfants pauvres au Canada, 1975, pp. 4-5).

Cette pauvreté s'accroît d'année en année: de 1969 à 1974, le revenu familial des Canadiens appartenant au cinquième le plus pauvre de la population a diminué de 7% (2).

LES PAUVRES SE PLAIGNENT-ILS LE VENTRE PLEIN?

Les masses de chiffres qu'on pourrait aligner ici sur les divers aspects de la pauvreté des enfants au Canada risquent de dissimuler la réalité individuelle tragique de la misère. Le vrai visage de la pauvreté, on ne le voit pas dans les tableaux statistiques aussi bien faits soient-ils, mais dans la vie quotidienne de chacun des 1,657,017 enfants pauvres.

"Je m'appelle Pierre et j'ai 13 ans. Je suis l'aîné d'une famille de sept enfants. Ce qui me fait le plus souffrir c'est de ne pas avoir de maison, de vivre dans une cabane où il fait froid et où il manque de place pour toute la famille. Nous sommes neuf en tout. Les sept enfants couchent dans deux petits lits de 36 pouces de large - on doit les coller ensemble l'hiver parce qu'on a pas assez de couvertes. On a un vieux poêle tout cassé. L'hiver on met les lits près du poêle mais c'est dangereux pour le feu.
L'automne non plus, c'est pas drôle. Il n'y a pas que le froid, il y a les rats qui entrent, la nuit on doit les surveiller pour pas qu'ils mordent les petits. Cette semaine ils ont mangé un morceau de la pompe, ça fait qu'on a pas d'eau et les voisins nous disent que leur puits est bas; ça fait qu'on s'en passe. Par exemple, on est pas tout le temps propre pour aller à l'école".

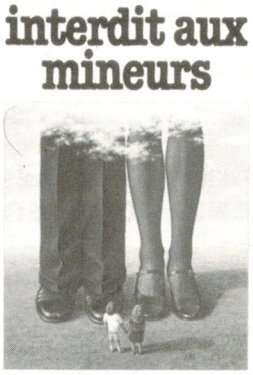
Témoignage d'un garçon du Nouveau-Brunswick, dans **Les enfants pauvres au Canada,** pp. 8-9.

Est-ce là un cas extrême et isolé que nous citons, au pire pour "charrier" le monde, au mieux pour apitoyer les adultes sur le sort des enfants pauvres? Malheureusement, les froides statistiques ne se soucient pas de répondre à cette question fondamentale. Mais que la réalité individuelle de la pauvreté soit parfois moins dramatique, cela n'empêche pas que ses effets sont toujours aussi bêtement et subtilement destructeurs.

Prétendre que les pauvres au Canada ne sont pas vraiment des pauvres mais des gens moins riches: n'est-ce pas là un préjugé auquel nous avons recours pour calmer notre conscience et maintenir notre situation de privilégiés?

Il ne sert à rien non plus de nous livrer à un concours de pauvreté entre le Canada et les pays du Tiers Monde. "Qui est vraiment pauvre? Qui est le plus pauvre?" Lorsqu'on parle d'enfants pauvres au Canada, on parle d'une pauvreté réelle, d'un manque plus ou moins grand de biens essentiels à la vie et à la santé physique et mentale de l'enfant, d'une pauvreté qui a des effets irrémédiables au plan du travail, de la famille, des loisirs, de l'école, etc...

Nous examinerons cette réalité dans trois domaines de la vie de l'enfant: la santé, l'école, la justice. Puis nous tâcherons de voir de plus près les causes de la pauvreté des enfants au Canada.



la place de l'enfant dans la société canadienne

Photo: Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse.

LES ENFANTS PAUVRES ET LA "CHANCE" D'ÊTRE EN SANTÉ

"La santé est l'assise du progrès". (3)

Si tel est le cas, le progrès n'est pas pour les enfants pauvres. Car ceux-ci, avant même leur naissance, partent avec un lourd handicap:

- selon le Conseil national du bien-être social, le régime alimentaire de la mère pendant la grossesse a un rapport certain avec le développement physique et mental du foetus; (4)
- or "il est universellement reconnu que la sous-alimentation constitue l'un des plus graves problèmes causés par la pauvreté", déclare le Ministère de la Santé et du Bien-être. (5)

Une étude faite en Angleterre (6) montre que les enfants pauvres naissent plus souvent que les autres **de façon prématurée** et avec un poids inférieur à la normale. A l'âge de 7 ans, il y a une différence de 1.3 pouce entre la taille des enfants riches et celle des enfants pauvres. Il y a deux fois plus d'enfants pauvres qui sont affectés par les fièvres rhumatismales, l'hépatite infectieuse, la méningite et la tuberculose, qui souffrent de défauts auditifs, et qui manifestent des difficultés de langage. Ils sont de plus affectés de façon déterminante aussi bien au plan émotif qu'au plan intellectuel. Tous ces effets physiques et psychologiques sont tels que le rendement scolaire devient problématique et que les chances de trouver un emploi stable et rémunérateur sont grandement diminuées.

Caricature: Ligne Directe, No 6.

Un mythe: qui s'instruit s'enrichit.
Une réalité: qui est riche s'instruit et s'enrichit encore plus.

LES ENFANTS PAUVRES ET LA "CHANCE" D'ALLER À L'ÉCOLE

L'éducation, bien sûr, c'est important pour l'épanouissement personnel et le développement de l'esprit. Mais, il ne faut pas se le cacher, l'école et l'instruction sont aussi "un facteur prioritaire... de promotion sociale et individuelle (7)". On se rappelle le fameux slogan de la Révolution tranquille au Québec: "Qui s'instruit s'enrichit".

Mais alors comment ceux que la pauvreté empêche d'avoir accès à l'instruction vont-ils s'enrichir? Car il existe un lien étroit entre le niveau de scolarité et le revenu familial: plus le niveau de scolarité est bas, plus le revenu familial est faible; plus le revenu familial est faible, plus les chances de réussite scolaire des enfants sont minces.

Niveau de scolarité	**Revenu familial moyen**
0-4 années	$ 8,192
5-8 années	9,263
Secondaire inachevé	10,862
Secondaire terminé	12,268
Formation universitaire inachevée	14,681
Formation universitaire complète	18,714

Les enfants pauvres au Canada, p. 18

En Ontario, une vaste étude (8) portant sur le cours secondaire conclut que le statut économique de la famille limite les aspirations scolaires des enfants pauvres d'une double façon: a) la pauvreté crée chez eux des attitudes défaitistes et des attentes limitées dans la vie; b) les enfants pauvres doivent quitter l'école et gagner de l'argent.

Une seconde étude (9) portant sur les résultats scolaires concrets des mêmes enfants révèle qu'en Ontario, 87.7% des étudiants les plus doués venant de familles à l'aise terminent leur 13e année, comparativement à 68.3% pour les élèves les plus doués venant de milieux défavorisés.

Au Québec, le nombre des élèves "inadaptés" est passé de 3,350 en 1960-61 à 92,915 en 1975-76 i.e. 27 fois plus. En 1984, il y en aura 370,000, i.e. 30% de la population étudiante totale des écoles élémentaires et secondaires! (Est-ce bien l'enfance ou l'école qui est inadaptée???) Mais qui sont ces enfants inadaptés? Une étude de la C.E.Q. menée en 1974 montre que les "milieux sociaux inférieurs" fournissent 83.22% de ces enfants "inadaptés" alors que les classes supérieures n'en fournissent que 1.42% (10). Ou bien les enfants pauvres sont sur la voie d'une dégénérescence intellectuelle collective et prononcée, ou bien l'école n'est pas faite pour eux.

Comment expliquer toutes ces données? Elles sont le résultat de nombreux facteurs de pauvreté qui, agissant l'un après l'autre, ont un effet cumulatif et réduisent de plus en plus les minces chances de l'enfant pauvre: malnutrition, maladie, mauvaises conditions de logement et de loisirs, préjugés de la société, langage et culture d'une école faite pour les classes privilégiées, etc...

FAUT SE TENIR EN $ANTÉ!

L'instauration du régime d'Assurance-santé au Canada dans les années 60 visait à rendre les services médicaux accessibles à toute la population du Canada. Selon toute évidence nous n'en sommes pas là. Une étude, "Economic Class and Access to Physician Services under Public Medical Care Insurance", qui fit un relevé de l'utilisation des services médicaux en Saskatchewan entre les années 1963 et 1968 conclut que "les classes à revenus faibles ont toujours moins d'accès aux services des médecins".

Bien des facteurs peuvent expliquer cet état de fait. On ne transforme pas du jour au lendemain de vieilles habitudes de comportement. Mais surtout **l'accessibilité dite "gratuite" ne l'est pas vraiment.** Si une mère doit consulter un médecin avec son enfant, et qu'il lui faille prendre un taxi, combien cela lui coûtera-t-il? Elle peut aussi être obligée de payer une gardienne: encore une dépense. Si elle voit le médecin elle aura peut-être des médicaments à payer, et les médicaments ne sont gratuits que pour très peu de personnes.

Sans compter que pour être en santé, il faut vivre dans un logement chaud et sec, avoir de bons vêtements, etc. Il faut aussi l'eau chaude pour se laver, et bien d'autres services de base. Or combien coûte le chauffage et l'eau au Canada? Combien de logements n'ont pas l'eau chaude ni de bain?

"Étant donné ce que les écoles font aux enfants pauvres et ce que les autres enfants font aux enfants pauvres à l'école; étant donné surtout qu'ils ne sont que des enfants, peu aguerris à la vie, ce qui est vraiment étonnant ce n'est pas le nombre d'enfants pauvres qui quittent l'école mais le nombre qui y restent."

Les enfants pauvres au Canada, p. 26

Photo: Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse.

Que les enfants pauvres survivent et s'épanouissent malgré tout, voilà un éclatant témoignage porté à leur extraordinaire courage et leur unique qualité humaine.

LES ENFANTS PAUVRES ET L'"ÉGALITÉ" DE LA JUSTICE CANADIENNE

Les enfants pauvres sont des délinquants et des criminels en herbe, c'est bien connu. Du moins, c'est bien préjugé. Et, que se cache-t-il derrière ce préjugé?

Dans le **Globe and Mail** du 25 juillet 1974, un membre du Conseil d'éducation de Toronto révélait que 33% de tous les renvois scolaires de Toronto avaient lieu dans son quartier défavorisé même si les écoles de ce quartier n'abritaient que 6% de la population scolaire de la ville.

Le Ministère des affaires sociales de la Saskatchewan a fait l'étude des possibilités de récréation dans les quartiers habités par les assistés sociaux. L'étude conclut que pour 79.5% des familles ayant des enfants d'âge scolaire, il n'existe pas d'endroits à la fois sûrs et accessibles aux enfants pour jouer. S'il en est ainsi sur un territoire aussi vaste et aussi peu peuplé que la Saskatchewan, qu'en est-il donc alors du centre ville de Montréal ou de Toronto? "Va donc jouer dans le trafic!" Voilà une suggestion qu'on n'a pas besoin de crier aux enfants pauvres: c'est leur réalité quotidienne.

En Ontario, en 1973, moins de 25% des "délinquants" juvéniles furent envoyés en institution par les juges; les autres furent mis en liberté surveillée. Or une étude montre qu'un incroyable 92% des jeunes en institution de correction en Ontario viennent de familles à faible revenu ou de la classe ouvrière. Les cours condamnent-elles réellement les "délinquants" ou bien plutôt les enfants des pauvres? Les supposés délinquants sont-ils condamnés sur ce qu'ils ont fait ou sur ce qu'ils sont socialement? Les institutions de correction servent-elles en fait de cours de récréation pour les enfants pauvres?

"Les processus par lesquels la pauvreté réduit l'optimisme naturel et le goût de vivre des enfants pauvres sont comme la goutte d'eau qui tombe sur la pierre et l'use lentement. Nous avons donné quelques illustrations de ce procédé, qui jour après jour, à la maison et à l'école, sans éclats et sans rémission, façonne l'enfant pauvre à l'image même de la pauvreté."

Les enfants pauvres au Canada, p. 38

UN CHOIX QUI RÉVÈLE UNE SOCIÉTÉ

Aucune discussion qui porte sur la politique ne peut avoir lieu hors du contexte d'un système de valeurs. Cette affirmation est vraie par rapport à tous les domaines de politique, mais dans aucun domaine n'est-elle plus évidente que dans le domaine de la politique sociale. Toutes les décisions en matière de politique représentent des choix et tous les choix reflètent des valeurs. Si, aujourd'hui, il est de mise de présenter les choix entre politiques dans la langue technocrate, cela ne peut pas dire que les choix entre les valeurs ont été éliminés ou neutralisés, mais simplement qu'ils ne sont pas définis comme tels.

1971, le Conseil national du Bien-être social.

INDIENS ET INUIT — UNE AFFAIRE CLASSÉE?

Les autochtones ne sont pas tous pauvres, mais l'on peut désigner ceux qui le sont comme "les plus pauvres d'entre les pauvres." Ils vivent dans des conditions — logement, salubrité, services éducatifs et services de santé — pires encore que celles du plus pauvre du reste de la société.

Les pauvres au Canada, rapport du Comité spécial du Sénat, p. 37.

Un long discours changerait-il quelque chose à la réalité? Voici quelques faits tirés de "Les besoins de l'enfant autochtone", dans **Interdit aux mineurs,** pp. 141-173; **La pauvreté au Canada,** p. 37; **Les enfants pauvres au Canada,** p. 22.

1. **Revenu**

— revenu annuel moyen (1971):

autochtones	$2,976.41
population canadienne	$5,033.27

— en 1974-75, le revenu annuel moyen des Indiens de Statut employés dans des réserves par le Ministère fédéral des Affaires indiennes était de $1,780.00

Photo: Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse.

2. **Instruction**

— taux de persévérance (élèves allant jusqu'en 12ème année):

Indiens de Statut:	16%
ensemble des élèves canadiens:	71%

— élèves ayant 15 ans ou plus et qui sont en 8ème année ou moins:

autochtones:	37%
élèves canadiens:	9%

3. **Santé**

— espérance de vie:

enfant inuit:	20 ans
enfant indien:	36 ans
enfant blanc:	62 ans

— mortalité infantile chez les Indiens, en 1974: 2.64 fois celle de la population du Canada.

— tuberculose, en 1974: 8.5 fois plus élevée chez les Indiens. 15.7 fois plus élevée chez les Inuit.

4. **Services de base**

— taille moyenne de la maison:

Indiens:	500 pi. ca.
famille blanche:	1000 pi. ca.

— 70% des maisons des Indiens n'ont pas l'eau courante, et 90% sont sans installations sanitaires.

Que dire maintenant de l'oppression culturelle des enfants autochtones, à qui on dénie par tous les moyens le droit de s'identifier à leur peuple et d'être eux-mêmes? "Même vers la fin des années 60, il semblait que les systèmes d'éducation du Canada avaient encore pour but l'assimilation culturelle des élèves autochtones".

(Interdit aux mineurs, p. 158).

Pourquoi sont-ils pauvres?
Ont-ils choisi d'être pauvres?

Enfants pauvres — Enfants de travailleurs

Le préjugé — La pauvreté est un phénomène individuel, personnel. Le pauvre est pauvre par sa faute, par paresse, ou par malchance, ou par hasard. Il n'en tient qu'à lui de s'en sortir, avec un peu de travail et de bonne volonté.

La réalité — La majorité des pauvres (63%) sont en fait des travailleurs, "travaillant pour ce qui est convenu d'appeler un salaire de famine (11)"; ils ont travaillé toute l'année et ils étaient toujours pauvres. Qu'est-ce qui les retient au travail? Les statistiques démontrent qu'ils sont pauvres **non pas** parce qu'ils ne veulent pas travailler, mais **en dépit** du fait qu'ils travaillent. La cause première de la pauvreté, c'est le travail exploité.

De plus, il est très important de noter que 58% de ces travailleurs pauvres vivent et travaillent non pas dans les régions "défavorisées" du Canada, mais en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, i.e. dans les régions "riches". Ainsi, non seulement dans le Tiers Monde mais au Canada aussi, la richesse des uns côtoie et s'alimente à même la pauvreté des autres.

Cette exploitation et cette inégalité se maintiennent parce qu'elles sont appuyées, et renforcées, par l'ensemble des politiques et des pratiques de notre société organisée pour les plus grands profits de quelques privilégiés. Même le Comité spécial du Sénat est conduit à mettre en cause les politiques financières et monétaires du Canada, ses lois sociales, la fiscalité, l'inflation... qui contribuent à maintenir et même à aggraver la pauvreté: "(La pauvreté) semble dans une large mesure attribuable à des entraves et à des attitudes institutionnelles... qui se sont intégrées dans les politiques et les pratiques au point que le fonctionnement de l'économie est devenue foncièrement défavorable aux pauvres" (12).

Ainsi la pauvreté des enfants, dans le Tiers Monde et au Canada, est un phénomène provoqué et entretenu.

Les lois d'assistance sociale et le secours individuel peuvent la soulager momentanément. Elles ne la suppriment pas.

L'engagement dans un effort collectif de transformation profonde de la société (d'une société axée sur les profits de quelques-uns à une société centrée sur les besoins humains de tous), en particulier dans un effort de promotion collective autonome des classes pauvres: voilà l'appel qui est lancé à l'homme épris de justice et de fraternité.

L'ABSURDITÉ D'UNE SOCIÉTÉ

C'est ici qu'éclate toute l'absurdité des lois d'aide financière pour les enfants, et de façon plus générale, des politiques sociales au Canada.

"A Ottawa, par exemple, la femme abandonnée par son mari reçoit, pour l'entretien de son enfant adolescent, entre $64 et $76 par mois. Si elle ne peut pas le faire vivre avec ce montant et remet l'enfant à la Société protectrice de l'enfance pour qu'il soit placé en foyer nourricier, le parent nourricier recevra, lui, $142.47 par mois pour l'entretien de ce même enfant.

Les effets néfastes des dispositions de l'assistance sociale sur les familles ne se limitent pas à ce seul exemple. Le règlement qui stipule que le salaire gagné par l'enfant soit compté avec ceux des membres adultes de la famille s'il continue de résider au foyer familial décourage les enfants de prendre du travail à temps partiel (parce que son salaire sera déduit, dollar pour dollar, de la prestation de la famille) ***et les force à quitter la famille*** *aussitôt que possible pour travailler à plein temps. Si la pauvreté rend la vie familiale intensément difficile, l'assistance sociale semble déterminée à la rendre impossible!"*

Les enfants pauvres au Canada, p. 30.

Photo: Magazine OVO, 27/28.

"Moi je suis fils d'immigrant au Canada. On me dit que mon père est un "voleur de job" et que l'on ferait mieux de retourner d'où l'on vient".

RÉFÉRENCES

(1) **La pauvreté au Canada,** Rapport du Comité spécial du Sénat, 1971; **Les enfants pauvres au Canada,** Rapport du Conseil national du Bien-être social, 1975; **Interdit aux mineurs, La Place de l'enfant dans la société canadienne,** Rapport du Conseil canadien de l'enfance et de la jeunesse, 1978; **Données de base sur la pauvreté au Canada — 1979,** Rapport du Conseil canadien de développement social, 1979.

(2) **Interdit aux mineurs,** p. 34

(3) Le Ministre de la Santé et du Bien-être, **Nouvelle perspective de la santé des canadiens: un document de travail,** 1974.

(4) **Un enfant, une chance,** Rapport du Conseil national du bien-être social, 1973.

(5) Mémoire du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être présenté au Comité spécial du Sénat sur la pauvreté au Canada, février 1970.

(6) P. Wedge et H. Prosser, **Born to Fail?,** Londres, 1973.

(7) **Les zones défavorisées de l'Ile de Montréal,** Rapport du Conseil scolaire de l'Ile de Montréal, 1974, p. 3

(8) M. R. Porter, J. Porter, et B. Bleshen, **Does Money Matter? Prospect for Higher Education,** Toronto, 1973.

(9) H. McRoberts, **Follow-up of Grade 12 Students,** Toronto, 1974. Au Québec, les études de la CEQ parviennent aux mêmes conclusions. Voir, entre autres, **L'école, une autoroute sélective,** Ste-Foy, 1978.

(10) L'inadaptation scolaire: une gestion de pauvreté, dans **Ligne directe,** vol. 5 no 4, mars 1977.

(11) **La pauvreté au Canada,** p. 24.

(12) id., p. 40.

RESSOURCES

• Les ressources indiquées d'un astérique (*) sont disponibles au Secrétariat National de Développement et Paix et dans certains cas, auprès des animateurs régionaux (voir couverture du dossier).

En complément au dossier sur les enfants, ce feuillet suggère quelques ressources qui seront utiles à ceux qui veulent s'informer davantage et agir. Nous comptons trouver d'autres outils d'animation qui **seront disponibles** lors de la campagne en faveur des enfants disparus d'Argentine. Nous apprécierions d'autre part que vous nous fassiez connaître le plus tôt possible ceux auxquels vous avez accès.

1. RESSOURCES D'INFORMATION ET D'ANIMATION

FILMS

• Les racines de la santé
(16 mm., 43 m., couleurs, 1976)

Projet de développement de Chimaltenango (Guatémala), où la santé est abordée du point de vue de ses racines socio-économiques et dans le contexte d'un développement global.

Dans cette région où 2% de la population possède 80% des terres, les Indiens n'arrivent pas à nourrir leur famille et près de 50% des enfants meurent avant l'âge de 5 ans. Hommes, femmes et enfants mènent une lutte quotidienne pour la santé.

Disponible au CECI, 4824 Côte des Neiges, Montréal, Qué.

• La dernière tombe à Dimbaza*
(16mm, 58m., couleurs, 1973)

La vie sous l'apartheid en Afrique du Sud. Dimbaza est un camp de réinstallation où sont parqués les femmes, les vieillards et les enfants "inutiles" à l'économie blanche.

• La double journée de travail
(60m., couleurs, 1978, sous-titres en français)

La condition des femmes latino-américaines au travail à l'usine, aux champs et... au foyer. Implications pour les enfants. Film exceptionnel.

Disponible à SUCO, 4824 Côte-des-Neiges, Montréal, Qué., tél.: 735-4561.

• Vivre au Sahel*
(16mm., 55m., couleurs, 1974)

Sécheresse et projets des populations africaines de cette région. Excellentes images sur leur vie quotidienne.

• La bataille de l'eau*
(16 mm., 18m., couleurs)

Version abrégée du précédent.

• Mon pays est ma vie*
(16 mm., 23m., couleurs)

L'histoire et la vie des Dénés du MacKenzie. Une interpellation directe aux Canadiens sur leur volonté de justice à l'égard des Amérindiens.

• Le monde est à nous
(16mm., 7m., couleurs)

Visite de deux enfants aux Nations Unies. Questions sur la sécheresse, la guerre, la paix, l'égoïsme, l'école.

Disponible à l'UNICEF (adresse ci-dessous).

• L'âge de guerre
(16mm., 12m., couleurs 1976).

La présentation de la guerre par les mass media et la façon dont celle-ci est vécue par les enfants qui y sont impliqués.

Disponible à l'ONF, 550 ouest Sherbrooke, Montréal, Qué., tél.: 283-4685.

• Les droits de l'Enfant
(16mm., 15m., couleurs)

La Déclaration des Droits de l'Enfant illustrée par des mots et des dessins d'enfants.

Disponible à l'UNICEF.

• Le monde est petit
(16mm., 11m., couleurs)

L'histoire du monde jusque dans le futur, illustrée par des dessins d'enfants d'Orient et d'Occident.

Disponible à l'Institut Canadien du Film, 303 Richmond, Ottawa, Ont., tél.: 729-6193.

• Nutrition
(16mm., 7m.)

Un médecin décrit les conséquences de la faim sur le développement physique et intellectuel de l'enfant.

Disponible à l'UNICEF.

• Le feu vert
(16mm., 30m.)

Seulement la moitié des enfants du monde vont à l'école. Souligne l'effort des organismes internationaux en leur faveur.

Disponible à l'Institut Canadien du Film.

• Je suis un réfugié
(16mm., 30m., couleurs)

Excellent film. Disponible au H.C.R., édifice Varette, 130 rue Albert, suite 1915, Ottawa, Ont., K1P 5G4 tél.: 232-8691.

DIAPORAMAS

• Visa pour l'Afrique du Sud*
(20m., 96 dia., cassette, synchronisé)

Photo: CEAL-Informations

L'école, pour lui, c'est le travail des champs.

Informations de base sur l'apartheid et les conditions de vie des Noirs.

• Blancs sur Noirs, les multinationales en Afrique du Sud*
(30m., 110 dia., cassette, synchronisé)

Les racines économiques de l'apartheid et leurs répercussions sur la vie des Noirs d'Afrique du Sud.

• Soweto et les soulèvements de 1976 en Afrique du Sud*
(30m., 164 dia.)

Soulèvements étudiants à Soweto et ailleurs en Afrique du Sud. Texte d'accompagnement en anglais seulement.

• Arc-en-ciel pour un désert*
(22m., 39 dia., bobine)

Le développement du Bihar (Inde) vu par un enfant de 13 ans après le passage de la sécheresse. La solidarité internationale expliquée aux enfants.

• Pour qui... les droits?*
(20 m., 147 dia., cassette et bobine, synchronisé)

Analyse des causes de la violation des droits humains et recherche de solutions à la lumière de l'Evangile et de l'enseignement de l'Eglise.

Disponible aussi à Media-Centre, 60 Desnoyers, Pont-Viau, Ville de Laval, Qué., tél.: 667-4190.

• Les enfants réfugiés du Zimbabwe*
(8m., 60 dia.)

Disponible aussi au Comité québécois

pour le Zimbabwe, C.P. 572, Succ. Desjardins, Montréal, Québec.

- **Un voyage au Cap Vert *** (15m., 70 dia.)

Les jeunes et le développement au Cap Vert. Diaporama réalisé par un officier de projets.

- **Mali: la jeunesse du fleuve***

Série de 24 diapositives avec texte d'accompagnement sur la participation des jeunes à la reconstruction de l'agriculture après la sécheresse.

- **Les droits de l'enfant**

Ensemble de films fixes et de jeux d'animation pour l'enseignement des droits de l'enfant. Disponible à l'UNICEF.

- **Séries de diapositives** (environ 30 chacune)

Avec texte d'accompagnement sur les enfants des pays ou continents suivants: Afrique, Niger, Tunisie, Sahel, Indonésie, Viêt-nam, Amérique latine, Colombie, Equateur, Pérou, Bangladesh, Sri Lanka.

Disponibles à l'UNICEF (N.B. certaines séries peuvent dater).

- **10 diaporamas**

Présentant divers pays ou groupes (Inde, Brésil, Philippines, Bangladesh, Esquimaux...) et conçus pour les enfants du primaire.

Disponibles au Service Mond'Ami, (adresse ci-dessous).

- **L'art des enfants d'Afrique** (48 dia., texte) et **L'art des enfants d'Amérique latine** (48 dia., texte)

Produit par l'UNESCO. Disponible à La Croix-Rouge, 2170 ouest, boul. Dorchester, Montréal.

DOCUMENTS ÉCRITS

A l'occasion de ce dossier, Développement et Paix a rassemblé une documentation importante qui n'a pas toute été utilisée. Si vous avez besoin d'informations supplémentaires sur les enfants dans le monde, vous pouvez en faire la demande au Secrétariat National et nous serons heureux d'y répondre dans toute la mesure du possible. Voici une liste partielle des documents les plus généraux.

- **Etre un enfant en 1979,** no spécial du **Courrier de l'UNESCO,** janv. 1979.
- **Banque Mondiale, World Atlas of the Child,** 1979.
- **Guide pour l'enseignement des droits de l'enfant** (UNICEF).
- UNESCO, **Quel monde laisserons-nous à nos enfants?,** 1978.
- Revue **Nouvelles de l'UNICEF**
- **Missions-Etrangères,** sept.-oct. 1979, No spécial sur l'Année de l'Enfant.
- **Les enfants du monde ouvrier,** "Vie ouvrière", dossier no 115, mai 1977.
- **La pauvreté au Canada,** Rapport du Comité spécial du Sénat, 1971.
- **Interdit aux mineurs (la place de l'enfant dans la société canadienne),** Ottawa, 1978.
- **Les enfants pauvres,** rapport du conseil national du bien-être social sur les enfants pauvres au Canada, mars 1975.
- **1979, c'est l'année internationale de l'enfant.** Bande dessinée publiée par La Ligue des Droits et Libertés. (adresse ci-dessous)
- **Des enfants,** document publié par Amnistie internationale sur la répression exercée contre des enfants, Montréal, 1979.
- **Children and work,** document publié par le B.I.T.
- Comité québécois pour le Zimbabwe, **Les enfants réfugiés du Zimbabwe,** 1979, 36p.
- **Les réfugiés*,** (faits, chiffres, questions, témoignages), dossier préparé par l'Entraide Missionnaire, Montréal, 1979.

DIVERS

- **Expositions de poche*:** Madagascar, Afrique Australe, Sécheresse au Sahel.
- **Affiches:**

—Les droits de l'enfant (UNICEF)
—"Ce que vous faites aux plus petits"*

- **Napperons*:**

—Enfants dans le monde;
—Indigènes.

2. RESSOURCES POUR L'ACTION

Développement et Paix propose pour cet automne une action spécifique. (Voir le feuillet "Agissons" pour une liste d'organismes de solidarité avec le peuple argentin).

A la lecture du dossier, vous constaterez que d'autres situations, au Canada ou ailleurs, requièrent aussi des actions, à long terme. Nous voudrions vous suggérer, à ce propos, **une démarche.**

1) LIEUX D'INSERTION

—Inventorier **dans votre région** les actions qui ont déjà été menées cette année en faveur des enfants;
—Repérer les groupes ou organismes qui se préoccupent de façon particulière des droits de l'enfant.

2) PARTICIPATION

Vous engager avec l'un ou l'autre de ces groupes ou encore bâtir vous-mêmes un projet avec d'autres personnes.

3) CRITÈRES

Avant de vous engager, il serait important que vous décidiez du type d'intervention auquel vous êtes intéressé. Voici quelques critères:

—Voulez-vous travailler sur les **causes** de certaines situations vécues par les enfants ou sur les **conséquences** (ex. dépannage)?
—Voulez-vous intervenir au **niveau** interpersonnel ou participer à une action collective?
—Sur quel **plan** voulez-vous agir: politique, culturel, socio-économi-que...?

A titre d'information, nous indiquons ici quelques exemples d'organismes ou groupes que nous savons impliqués sur un plan supra-régional. Ils sont en mesure de vous fournir dans leur secteur d'activités, des ressources pour vos projets d'action.

—Centre Monchanin, 4917 St-Urbain, Montréal, Qué., tél.: 288-7229. (Sur les droits et conditions de vie des Amérindiens).

—Ligue des Droits et Libertés, 1825 rue Champlain, Montréal, Qué. Trois comités sont concernés: Les droits des autochtones, Enfance-Jeunesse, Immigration.

—Amnistie internationale, 1800 Dorchester ouest, suite 400, Montréal, Qué., tél.: 931-5897.

—Mobilisation Québécoise contre l'Apartheid (MOQCA) C.P. 891, succ. "La Cité", Montréal, Qué., H2W 2P5.

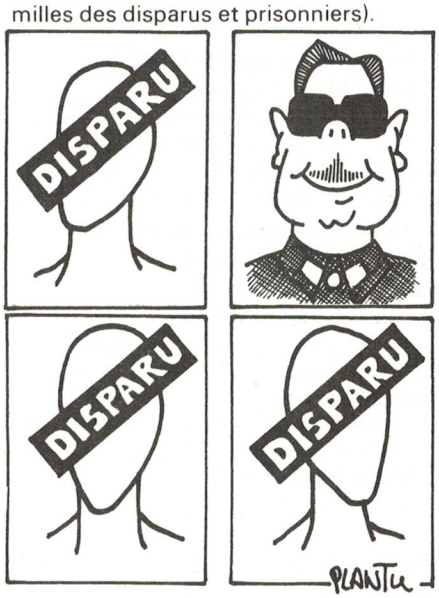
—UNICEF, 353 St-Nicolas, Montréal, Qué., tél.: 288-1305.

—Jeunes du Monde, C.P. 220 Limoilou, Québec, Qué.

—Service Mond'Ami, 25 ouest Jarry, Montréal, Qué., tél.: 387-2541.

—Comité pour la protection de la jeunesse, 505 Dorchester ouest, Montréal, Qué., tél.: 873-5435.

—Comité Québec-Chili, 356 est Ontario, Montréal, tél.: 842-8459 (familles des disparus et prisonniers).



Caricature: Solidarité-Chili.